

COMMISSION SPECIALE
RELATIVE AU TRAITEMENT
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS
DE PEDOPHILIE DANS UNE
RELATION D'AUTORITE, EN
PARTICULIER AU SEIN DE
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 2 MARS 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE
BETREFFENDE DE
BEHANDELING VAN SEKSUEEL
MISBRUIK EN FEITEN VAN
PEDOFILIE BINNEN EEN
GEZAGSRELATIE,
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 2 MAART 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 14.30 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 14.30 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

Audition de

- **M. Johan Put, professeur à l'Institut pour le Droit social de la KULeuven**

- **M. Damien Vandermeersch, professeur de droit pénal à l'UCL**

Hoorzitting met

- **de heer Johan Put, professor bij het Instituut voor Social Recht van de KULeuven**

- **de heer Damien Vandermeersch, professor strafrecht aan de UCL**

La **présidente**: Nous allons commencer nos travaux par l'audition de M. Damien Vandermeersch.

Damien Vandermeersch: Madame la présidente, je précise que je vais m'exprimer en qualité de professeur et pas en qualité de magistrat: je dois prendre les précautions d'usage.

On s'est mis d'accord pour que je fasse un exposé sur les principes et les exceptions en matière de secret professionnel avant de répondre aux questions plus précises qui nous avaient été posées. Mon collègue Johan Put va notamment reprendre et compléter mon exposé et aussi approfondir les situations néerlandaise et française comme cela avait été demandé.

Pour ce qui est du principe du secret professionnel, on sait que ce n'est pas uniquement pour protéger certaines personnes. D'abord, le secret professionnel n'a pas été

institué pour protéger ceux qui en sont dépositaires, notamment dans les professions les plus couramment citées à cet égard: avocat, médecin, prêtre, ministre du culte. On songe d'abord et avant tout à la protection de la personne qui se confie à ces différentes catégories de personnes mais plus largement, on protège l'intérêt général.

En d'autres termes, les intérêts particuliers ne sont pas les seuls en jeu; il y a également ce que l'on considère comme une valeur sociale éminente. C'est la nécessaire discrétion qui doit entourer l'exercice de certaines professions ou de certaines activités.

Il faut identifier les trois éléments qui cadrent, balisent le secret professionnel. Pour tomber sous la "protection" ou la "couverture" du secret professionnel, trois éléments sont déterminants et définissent le champ d'application.

Il s'agit, premièrement, comme l'article 458 l'évoque, de la profession ou de l'état auquel la protection d'un secret professionnel est attachée. L'article 458 indique certaines professions qui doivent être considérées à titre tout à fait exemplatif. On sait que toute une série de catégories de personnes sont tenues au secret professionnel. On pense évidemment au personnel médical, aux auxiliaires médicaux, aux ministres du culte, aux avocats mais également aux notaires, aux membres de professions judiciaires. Les magistrats sont tenus au secret professionnel de même que les agents d'administration publique, les travailleurs sociaux qui constituent une catégorie importante, les experts comptables, les réviseurs d'entreprise etc. Soit la loi, soit la jurisprudence a reconnu pour de

nombreuses catégories que la protection du secret professionnel y est attachée.

Il faut signaler que la protection ou la couverture du secret professionnel s'applique également à tous les collaborateurs, stagiaires ou secrétaires des personnes soumises au secret professionnel. Il est évident que la secrétaire qui dactylographie une lettre d'avocat est tenue, comme l'avocat, au secret professionnel. Sinon, cela n'aurait bien entendu pas beaucoup de sens. La première exigence est donc une profession ou un état auquel la protection du secret professionnel est attachée.

La deuxième condition, c'est le caractère confidentiel de l'information. On parle de secrets que l'on confie. Par conséquent, la dimension de confidentialité est évidemment un élément important. Si certaines informations peuvent être communiquées, elles ne sont pas du tout couvertes par la confidentialité. Je prendrai l'exemple des médecins experts judiciaires. Le médecin expert judiciaire a un mandat de la justice. Sa mission est de rapporter tout ce qu'il va apprendre dans le cadre de sa mission à la justice. Bien entendu, par définition – et la déontologie lui impose d'avertir la personne intéressée – sa mission n'est pas couverte du sceau de la confidentialité. En effet, sa mission est de faire rapport de ses constatations à l'autorité judiciaire.

En troisième lieu, la confiance doit être faite *qualitate qua*. Ainsi, la personne qui confie le secret, le fait expressément parce que la personne qui l'écoute exerce cette profession *qualitate qua*. Cet élément revêt également son importance, car des secrets peuvent être confiés à un médecin, alors qu'ils n'ont rien à voir avec sa profession. Si l'on estime que c'est étranger à l'exercice de la profession, à ce moment, l'on peut considérer que la matière est dénuée du caractère secret et qu'elle ne tombe pas directement sous le secret professionnel.

On estime également à cet égard que, lorsque l'objet de la confiance est la commission d'une infraction, principalement lorsque le dépositaire serait complice ou co-auteur de l'infraction, cela ne rentre, bien entendu, pas dans le cadre de la profession. L'exercice de cette dernière n'est pas de commettre ou de favoriser la commission d'infractions, mais bien d'exercer celle de médecin, d'avocat.

J'en viens aux exceptions. Le secret professionnel n'est pas absolu. La loi elle-même a prévu des

exceptions. La jurisprudence prévoit des exceptions que je vais rapidement parcourir en m'attardant un peu plus à celles qui peuvent être plus pertinentes par rapport au sujet qui nous retient aujourd'hui.

Première exception prévue par l'article 458: le témoignage en justice.

Il faut être très clair: c'est une interprétation stricte. C'est le témoignage sous serment devant un juge. Ce n'est pas le témoignage au sens large devant la police ou le procureur. C'est uniquement le témoignage sous serment devant un juge. Évidemment, on pense principalement au juge d'instruction et à la juridiction de jugement; si l'on s'en tient à la matière pénale, il peut y avoir le témoignage également devant le juge civil.

Dans ce cadre, on admet que c'est une exception au secret professionnel, mais le dépositaire du secret, s'il a la faculté de révéler les secrets sans s'exposer à des poursuites pénales, il n'en a pas l'obligation. On considère donc qu'il juge encore en âme et conscience de répondre ou de ne pas répondre aux questions.

Bien entendu, le juge va quand même exercer un contrôle pour savoir si l'information demandée par la question posée est couverte ou non par le secret professionnel. Si elle tombe sous le secret professionnel, c'est alors au dépositaire à choisir soit de répondre aux questions, puisqu'il est dans le cadre d'un témoignage, soit, s'il estime qu'il croit devoir garder le secret selon le choix de la décision dictée par sa conscience, il peut alors choisir de se taire, sans être exposé à des poursuites du chef de refus de témoigner. Là, il existe une autre obligation: l'obligation de témoigner.

Deuxième exception: l'ordre ou l'autorisation de la loi.

Il y a certaines dispositions légales où la loi prévoit, oblige même à révéler des éléments qui, sans cette disposition légale, seraient considérés comme tombant sous le secret professionnel. En d'autres termes, ce sont des éléments couverts par le secret professionnel qui peuvent ou doivent être révélés.

Nous avons l'exemple le plus pertinent pour ce qui nous préoccupe: c'est l'article 458bis du Code pénal. Il autorise "toute personne dépositaire du secret professionnel à informer le procureur du Roi (donc l'autorité judiciaire), de l'existence d'abus sexuels ou de sévices commis sur un mineur d'âge, à condition qu'elle ait examiné la

personne ou recueilli les confidences de celle-ci, qu'il existe un danger grave et imminent pour l'intégrité mentale ou physique de l'intéressé et qu'elle ne soit pas en mesure elle-même ou avec l'aide de tiers de protéger cette intégrité."

C'est vraiment un exemple d'autorisation de la loi où il y a des informations confidentielles, couvertes par le secret professionnel, mais où le dépositaire peut les révéler au procureur du Roi, dans les conditions assez strictes – faut-il le souligner – prévues par le Code pénal.

Une autre disposition qui, à mon avis, est également une obligation, qui va même peut-être un peu plus loin en termes de faculté, d'obligation ou d'autorisation de la loi, c'est l'article 422bis du Code pénal relatif à la non-assistance à personne en danger. La non-assistance à personne en danger, c'est de révéler des faits couverts par le secret professionnel pour mettre fin à une situation qui met en danger une personne. Sous la seule réserve que, et ce sera la même situation que pour l'état de nécessité que nous examinerons plus loin, la seule solution envisageable serait de révéler les secrets à l'autorité judiciaire. Il pourrait y avoir d'autres moyens pour mettre fin à la situation de danger. Ici, l'obligation ne porte pas sur "révéler les secrets", elle porte sur "mettre fin à la situation de danger". Donc, la personne qui trouverait éventuellement une alternative pour mettre fin à cette situation de danger, sans violer le secret professionnel, pourrait privilégier cette solution.

En revanche, on a toujours considéré que les articles 29 et 30 du Code d'instruction criminelle, qui impose l'obligation - non sanctionnée - de dénoncer toute infraction à l'autorité, ne libèrent pas le dépositaire de son obligation de conserver le secret professionnel. L'article 29 c'est l'obligation de dénoncer les infractions pour tout fonctionnaire public. D'autre part, l'article 30, c'est la même obligation pour tout citoyen. On a donc toujours considéré que ces obligations ne libèrent pas le dépositaire de son obligation de conserver le secret professionnel, parce que sinon cela viderait celui-ci de sa raison d'être, vraisemblablement et en tout cas pour le secret professionnel de tous ceux qui ont la qualité de fonctionnaire et même, si l'on devait être logique, pour tout citoyen.

Un point qui est moins clair, au point de vue de l'exception, c'est la question de l'incidence du consentement de la victime. C'est un point sur lequel je reviendrai par rapport à la levée du secret professionnel. En d'autres termes, le fait que la victime donne son consentement pour que

l'information soit révélée suffit-il pour que le dépositaire révèle les informations qu'il a recueillies sous la confiance ?

Je pense que tout sera souvent cas d'espèce. Il est évident que le consentement de la victime a parfois pour effet que l'information n'est plus confidentielle. Je prends l'exemple de l'avocat: quand un avocat a une discussion avec son client et prépare une affaire, ils s'échangent toutes sortes d'informations qui sont couvertes par le secret professionnel. Ceci étant dit, le but est de plaider après et de pouvoir, par la suite, faire état de certaines informations, mais dans une finalité bien déterminée. C'est la défense de la personne.

Il est donc évident qu'il y a là un consentement ou un mandat – explicite ou implicite – de révéler ces informations. Il y aura peut-être, du reste, un tri qui sera fait entre les informations qui resteront confidentielles et celles qui pourront être révélées à l'audience. On considère donc que le fait que la personne donne son consentement – le secret professionnel étant d'ordre public – ne dispense pas le dépositaire du secret professionnel d'avoir encore son propre jugement et sa propre appréciation.

En d'autres termes, je pense que le consentement de la victime pourrait justifier la révélation de certains éléments que la victime ne considérerait plus alors comme confidentiels, mais n'obligerait jamais le dépositaire à révéler le secret. De nouveau, il devrait trancher en conscience s'il parle ou s'il ne parle pas.

Je passerai très rapidement sur l'exception liée aux droits de la défense. C'est quand le dépositaire du secret professionnel est lui-même accusé. On considère qu'à ce moment-là, les droits de la défense priment sur la protection du secret professionnel, mais la jurisprudence ajoute "dans la stricte nécessité de l'exercice de ses droits à la défense". En d'autres termes, il ne s'agit pas de commencer à raconter tout, mais si un élément apparaît essentiel à la défense, alors qu'il est couvert par le secret professionnel, il pourra être utilisé.

Par exemple, un médecin qui doit se défendre contre une accusation de faute médicale, dans le cadre d'un procès dirigé contre lui, pourra, bien entendu, faire état des actes médicaux qu'il a accomplis, mais qui sont effectivement des éléments, des informations, couverts par le secret professionnel. Dans ce cas-là, on estime que les droits de la défense priment.

Enfin – et c'est la dernière exception – il y a l'état de nécessité ou la contrainte morale. Ce sont des situations assez extrêmes où l'on rencontre – et c'est la théorie développée par Pierre Lambert qui est un spécialiste du secret professionnel – ce que l'on appelle le conflit de valeur, où, pour sauvegarder une valeur supérieure, on va admettre de sacrifier la valeur que constitue la protection du secret professionnel.

En fait, on n'est pas tellement loin de la non-assistance à personne en danger. Des deux valeurs qui sont en jeu, pour sauver une valeur supérieure, on admet qu'on a pu sacrifier le secret professionnel.

On a eu une situation, qui est souvent citée d'ailleurs à titre d'exemple aux étudiants, précisément en matière d'abus sexuel. Des médecins qui avaient en traitement un abuseur qui reconnaissait qu'il abusait toujours – pour moi, ce n'était même pas un état de nécessité, c'était de la non-assistance à personne en danger – ont révélé ces faits à la justice. On a retenu l'état de nécessité estimant que la sauvegarde de l'intégrité des enfants devait primer sur la valeur liée à la protection du secret professionnel.

J'en viens rapidement aux différentes professions sur lesquelles vous nous avez invités à émettre davantage de réflexions.

D'abord les professions médicales. Cela me semble vraiment le cas classique de la protection du secret professionnel. Il y a secret professionnel mais les exceptions que je viens de citer peuvent trouver à s'appliquer: le témoignage en justice, la non-assistance à personne en danger ainsi que l'article 458bis. Je me permets de souligner ici une distinction que fait l'article 458bis – mais que nous devons peut-être faire par la suite – suivant que le dépositaire recueille les confidences de la part de la victime ou de la part de l'auteur. Cela se pose dans des termes – il faut le reconnaître – différents. Dans le cas de la victime, l'article 458bis autorise une certaine communication, dans les conditions strictes prévues par la loi. Ce que j'ai évoqué (l'état de nécessité, la contrainte morale ou la non-assistance à personne en danger) s'applique dans les deux cas de figure mais, à nouveau, dans ce cadre strict de nécessité actuelle de sauvegarder un intérêt supérieur avec aussi – et je sais que l'Ordre des médecins est assez soucieux de ce principe – le principe que, par exemple dans la problématique des abus sexuels, le médecin pourrait très bien rechercher une alternative de traitement mais celle-ci devrait présenter, à mon

sens, les garanties pas à 50 % ni à 80 % mais qui devrait mettre hors de danger les personnes. Il pourrait choisir cette alternative en ne violant pas le secret professionnel puisqu'il adresserait l'intéressé à des confrères qui seraient également tenus au secret professionnel.

Le médecin pourrait privilégier cette voie-là plutôt que de s'adresser aux autorités judiciaires. Là encore, il faudra apprécier. Quand c'est de l'ordre de la non-assistance à personne en danger, j'ai envie de dire qu'on est presque face à une obligation de résultat: il s'agit de pouvoir écarter définitivement le danger. Il ne suffit pas de renvoyer la patate chaude à quelqu'un d'autre et puis de s'en laver les mains. Il y a là un minimum de garanties à se donner pour que le danger soit écarté. L'état de nécessité, c'est la même logique: il y a une valeur supérieure à sauvegarder. Il faut être sûr et se donner les garanties qu'on sauvegarde bien cette valeur.

Le service d'accueil aux victimes a été développé notamment suite à la commission d'enquête parlementaire et à l'affaire Dutroux. Dans ce contexte d'attention particulière, on s'est rendu compte que les victimes étaient parfois mal traitées mais aussi maltraitées par le système judiciaire. On a donc mis sur pied le service d'accueil aux victimes, avec comme missions l'accueil, l'information et l'assistance aux victimes. Dans ce cadre-là, on peut imaginer qu'il peut arriver que certaines victimes se confient, qu'elles se confient au-delà de ce qui est la stricte mission d'aide et de soutien.

Le service d'accueil aux victimes a un secret professionnel vis-à-vis des tiers. Cela résulte d'ailleurs du secret de l'instruction et du secret de l'information: ce sont des collaborateurs de justice; ils sont donc bien entendu tenus au secret professionnel par rapport aux tiers.

Une autre question est de savoir s'ils sont tenus au secret professionnel par rapport aux parquets auxquels ils sont rattachés - les maisons de justice sont en lien direct avec les parquets – avec cette nuance qu'ils ne sont pas tout à fait dans le cadre d'un mandat. Ou plutôt, ils ne sont pas dans le cadre d'un mandat au sens où ils devraient faire un rapport de contenu à l'autorité judiciaire – on verra que pour les obligations thérapeutiques, c'est différent.

Mais dans ce cadre-ci, il s'agit bien d'un service d'accueil aux victimes qui se traduit par de l'écoute, du soutien et de l'information. Dès lors, on peut imaginer qu'il y ait une certaine

confidentialité. Nous pouvons avoir différents cas de figure. Imaginons une victime qui fasse état du fait que, non seulement elle a été abusée, mais peut-être qu'elle-même a eu une autre agression, dans d'autres temps, dans d'autres situations.

Il est évident que ça peut relever de la confiance, évidemment, que cette victime fasse état d'autre chose. Imaginons encore, par exemple, que sa mère lui a confié qu'elle-même avait été abusée. Ce sont des éléments, me semble-t-il, qui sont confiés dans le cadre de la confiance. Ils ne sont pas nécessairement pertinents par rapport à l'affaire et peuvent tomber sous le secret professionnel.

Autre chose serait la victime, par exemple d'un viol, qui dirait à son assistant de justice, d'accueil aux victimes: "en fait j'ai menti". Là il faut quand même le savoir, de nouveau, dans le conflit de valeurs, le secret professionnel n'est évidemment pas destiné à couvrir des situations pareilles. Je crois que là, le principe de loyauté impliquerait – mais on est dans le conflit de valeurs, on est dans l'état de nécessité – de révéler que la dénonciation ou plutôt l'accusation faite de viol n'est pas conforme à la vérité.

Troisième point: le service d'accompagnement et de thérapie des auteurs. Ici ce qu'on vise, évidemment, ce n'est pas la thérapie volontaire – on serait alors dans le cadre des professions, dans le cadre de la première situation que j'avais évoquée, c'est-à-dire les professions médicales, dans le cadre d'un traitement – mais ici, on est dans le cadre de l'injonction thérapeutique. L'obligation thérapeutique, on sait qu'elle peut être ordonnée notamment dans les mesures alternatives à la détention préventive – les mesures de probation, les mesures de libération conditionnelle.

Et là c'est intéressant de voir que le législateur lui-même a été obligé de rencontrer le problème du secret professionnel. Il y a évidemment tout un aspect de mesure contraignante, dont il faut pouvoir vérifier l'effectivité – puisque quand même, c'est une des conditions ou un des éléments essentiels de la mesure qui a été ordonnée. Mais d'autre part, il y a une dimension de thérapie, et donc une dimension indubitable de secret professionnel.

On retrouve cela à l'article 62, § 4, de la loi du 17 mai 2006 concernant la libération conditionnelle et dans différentes dispositions propres à chacune des autres mesures. Cette disposition prévoit que la personne ou le service chargé de la guidance

ou du traitement – sous probation, libéré sous condition ou libéré à l'essai – doit informer l'autorité compétente, c'est à dire l'autorité mandante, de l'interruption de la guidance ou du traitement et des difficultés survenues dans son exécution.

On a toujours considéré que cette communication était limitée : est-ce que la personne se rend à la thérapie ? Est-ce que le traitement est effectivement suivi ? Mais elle ne va pas au-delà d'un rapport concernant simplement les conditions d'exécution de la mesure par rapport à l'obligation qui est imposée.

Pour ce qui est de l'ordre de la confiance dans le cadre du traitement: imaginons qu'on a une psychanalyse, il n'est pas question que le psychanalyste commence à mettre dans ses rapports l'ensemble des éléments qu'il aurait recueillis dans le cadre de la confiance.

Par contre, si la personne ne vient pas ou si la personne fait un pseudo-traitement mais n'adhère nullement au traitement, là il peut faire état de difficultés survenues dans l'exécution.

En ce qui concerne les ministres du culte, nous ne sommes pas des spécialistes en la matière. Tout d'abord, parce que la question, jusqu'à présent, ne s'est jamais tellement posée, sauf – je ne prendrai pas ma casquette de magistrat, mais j'ai quelques souvenirs d'affaires – pour des aumôniers de prisons.

Il fut un temps, on a considéré que pour les ministres du culte, la confidentialité était liée à l'acte de confession. Cela me semble incontournable, d'ailleurs par rapport au droit au silence. En l'absence de cette protection-là, il y aurait vraiment un problème du droit au silence, qui je le rappelle est un droit de ne pas s'auto-incriminer. Alors que vous avez un devoir de sincérité, me semble-t-il, dans le cadre de la confession si, par après, tout est révélé à la justice, il y aurait non seulement une violation du secret professionnel mais également du droit au silence.

Les ministres du culte au sens large, car ce concept ne touche pas que les prêtres catholiques, mais les autres cultes aussi, - il n'y a pas de raison *a priori* de faire de différence - exercent à certains moments des missions comparables à des travailleurs sociaux, à des médecins, à des thérapeutes ou à des accompagnateurs. Je pense que l'exemple de l'aumônier de prison est un bel exemple. S'était

posée la question de perquisition chez un aumônier de prison, afin de savoir s'il détenait un secret professionnel. On est bien d'accord que la question dans l'affaire évoquée dans ce cadre-là, n'était pas la confession. C'était un aumônier qui venait visiter des détenus et des détenus qui se confiaient à lui et de savoir s'il y avait une dimension de secret professionnel.

Il me semble que, dans cet accompagnement de soutien, il faut considérer que les détenus sont déjà dans une situation très vulnérable. S'ils font appel à un professionnel - il en est un par état - ils font donc appel à cette personne *qualitate qua*. Il me semble qu'elle doit pouvoir bénéficier d'une protection liée au secret professionnel si, de nouveau, c'est bien *qualitate qua* que les confidences sont faites, c'est-à-dire dans l'exercice de cette profession d'aumônier de prison.

Mais, de nouveau, les exceptions sont applicables. L'article 458bis, qui parle de confidences de victimes, est applicable. On ne fait pas de distinction. On ne parle pas que de médecin. Il y est stipulé "toute personne", "toute profession". Cela s'applique bien entendu aux ministres du culte également. La règle de "non-assistance à personne en danger", "l'état de nécessité" s'appliquent également aux ministres du culte.

Pour ne pas accaparer tout votre temps et laisser à mon collègue l'occasion de développer certains points, j'en viens à l'obligation de dénoncer. Je vais en rester à une réflexion sur l'approche qu'on peut avoir de cette question. D'abord, il faut être clair sur le plan légal: l'obligation ou l'autorisation de la loi, c'est l'une des exceptions sur le secret professionnel. S'il faut prévoir des exceptions, il faut une loi. Cela ne peut se faire que par une disposition légale; de ce point de vue, ce serait l'obligation ou l'autorisation de la loi.

Il existe déjà des dispositions: l'article 458bis est une faculté, une autorisation de la loi de dénoncer à l'autorité judiciaire. La faculté a été instaurée par l'article 458bis à certaines conditions voulues et définies par le législateur. Comme je l'ai dit tout à l'heure, la notion de non-assistance à personne en danger implique une obligation, si nécessaire, de révéler des secrets pour écarter le danger. C'est une obligation légale. La question qui reste est celle de la voie: la dénonciation à l'autorité judiciaire n'est pas la seule. On a également l'état de nécessité, qui peut inclure une autorisation jurisprudentielle mais justifiée par un principe général de l'état de nécessité ou de la force

majeure qui pourrait justifier la violation du secret professionnel.

Mais s'agissant de l'autorisation ou de l'obligation de dénoncer, il faut établir ici une distinction très nette entre celui qui recueille les confidences des victimes et celui qui recueille les confidences des auteurs. Pour la victime, il me semble que permettre au dépositaire du secret professionnel de dénoncer avec son consentement pourrait être positif - c'est pour cela que j'avais visé le consentement comme une des exceptions à condition que ce soit mis explicitement dans la loi. Je m'explique: la victime qui estime, de commun accord avec le dépositaire du secret professionnel ou pas, qu'il faut avoir recours à l'autorité judiciaire et donc à la voie pénale, doit pouvoir compter sur la personne à qui elle s'est confiée pour la soutenir dans cette démarche.

Je ne vous cache pas qu'à un moment donné, les Équipes SOS Enfants, lorsqu'il y avait un échec dans la prise en charge, suggéraient aux victimes, les poussaient à dénoncer mais ne le faisaient pas elles-mêmes. J'ai rencontré plusieurs victimes qui m'ont dit qu'au moment où elles avaient le plus besoin de soutien, quand elles s'adressent à l'autorité judiciaire et qu'elles portent plainte, elles se retrouvaient toutes seules parce que les personnes qui avaient recueilli leurs confidences se retranchaient derrière le secret professionnel.

C'est quelque chose dont on a discuté, à l'époque, avec les médecins qui travaillent dans des Équipes SOS Enfants, pour permettre d'avoir ce soutien dans cette étape importante, lorsque la victime demande ou souhaite qu'on s'adresse à l'autorité judiciaire. Je pense qu'il est important que celui qui a recueilli les confidences des victimes puisse accompagner et ne se draper pas derrière le secret professionnel. Cela se retournerait contre la victime qui, peut-être pendant plusieurs semaines, a attendu en se confiant à cette personne.

Donc, une autorisation de la loi pour révéler, avec le consentement de la victime, l'abus sexuel, me semble quelque chose qui pourrait être constaté, mais même coulé dans un texte pour que les choses soient claires de ce point de vue-là. Rien ne s'y oppose, d'ailleurs, à l'heure actuelle. Je le reconnais, on n'a pas besoin nécessairement d'un nouveau texte à cet égard-là.

Une autre question, me semble-t-il, est la révélation, l'autorisation ou l'obligation contre la volonté de la victime. Là, je pense qu'il faut être prudent. Attention: la révélation du secret des

confidences contre la volonté de la victime est déjà possible, à l'heure actuelle, en cas de non-assistance à personne en danger, dans l'hypothèse du 458bis et dans l'hypothèse de l'état de nécessité. Dans des cas extrêmes, c'est déjà possible. La question est de savoir dans les cas non extrêmes. Dans les cas où il n'y a pas de danger, en tout cas actuel, est-ce qu'il faudrait prévoir une obligation de révéler les secrets – je parle bien: contre le consentement de la victime? Je ne vous cache pas qu'il faut peut-être relire les travaux de la commission parlementaire Dutroux à cet égard. Cela avait été inscrit dans les travaux de la commission parlementaire: c'était le sentiment que les victimes avaient eu, face aux autorités judiciaires, d'être déresponsabilisées, infantilisées, dépossédées de leur propre cause.

Ici, cela veut dire que, contre l'avis des victimes, on les dépossède des confidences qu'elles ont déposées en leur disant: "Elles ne vous appartiennent plus, et nous, nous allons nous charger de les communiquer à l'autorité judiciaire." Cela pose quand même un problème en termes de respect des victimes.

Deuxième point: ça part du postulat, surtout si l'on impose une obligation de dénoncer, que la voie judiciaire est la seule voie ou serait la voie idéale. En d'autres termes, la solution serait la justice – et la justice pénale. Je vais prendre ma casquette de professeur – et je vais aussi faire preuve d'autocritique, par ailleurs. La justice doit rester modeste. De toute façon, on l'invite à rester modeste! La justice a été drôlement critiquée. Des fois, à bon droit. Il serait quand même paradoxal de dire aujourd'hui: "Mais, au fond, la justice est formidable! Elle répond de façon extraordinaire à toutes les demandes des victimes en la matière. Elle fait des enquêtes impeccables; elle fait preuve de psychologie; elle trouve toujours la réponse juste et adéquate."

Non, je crois que la justice fait ce qu'elle peut. Elle n'est pas toujours extraordinaire. Vous avez des magistrats ou des policiers qui sont plus psychologues, d'autres moins; certains sont plus motivés, d'autres moins motivés. C'est un peu à l'image de ce qu'on peut retrouver par ailleurs.

Je pense que l'obligation de dénoncer implique de dire: la voie de la justice pénale est la bonne voie, est la voie exclusive qu'il faut se réserver. C'est évidemment un choix.

La justice pénale pourrait se sentir très flattée. Mais elle pourrait également se sentir chargée d'un fardeau où elle risque de s'exposer aussi à

des critiques ultérieures parce qu'elle ne répondrait pas aux attentes extrêmement importantes qui seraient mises en elle. C'est le nœud de la question si l'on parle toujours du point de vue de la victime.

Personnellement, je pense que la justice est des fois nécessaire, que la justice a sa raison d'être et qu'on demande légitimement que justice soit rendue. Et que là, la justice doit faire l'investissement nécessaire, doit avoir la rigueur de travail pour aboutir. C'est une exigence qu'on peut avoir. Mais faut-il pour autant considérer que, dans toutes les hypothèses, il n'y a que cette voie-là et que c'est la meilleure voie, à l'exclusion de tout autre; c'est un pas que, personnellement, je ne ferai pas.

Sachons aussi que, dans la justice pénale, il n'y a pas uniquement la question de l'action de la justice dans le sens de la volonté, de la motivation et de la compétence de ses acteurs, mais il y a également le processus judiciaire lui-même et ses règles propres.

N'oublions pas que le doute profite à l'accusé. La victime et l'accusé ne sont pas sur un pied d'égalité lors du jugement final. Le doute va profiter à l'accusé, ne va pas profiter à la victime. La procédure est une nouvelle épreuve pour la victime, une sorte de confrontation. La justice prend le temps de la réflexion, parfois plus que le temps de la réflexion. Les procédures peuvent être longues; on sait que cela pèse sur les victimes.

Et puis, il y a tout ce processus judiciaire. On sait que, pour les victimes, cela peut être très lourd. D'ailleurs, d'aucuns disent qu'il y a peut-être aussi, si la victime le souhaite, à prévoir des prises en charge d'un autre type. Je pense que la Belgique a une expérience assez originale, avec les Équipes SOS Enfants qui – j'en ai été témoin – font du travail excellent. Faut-il donc nier tout ce travail accompli depuis plus de 20 ou 25 ans par ces équipes? Mais je crois qu'il serait intéressant de faire l'évaluation d'autres actions ou d'autres alternatives.

À nouveau, je ne dis pas que la justice ne doit pas intervenir, mais doit-elle être la seule à intervenir, à l'exclusion de tout autre? C'est ce qu'impliquerait l'obligation de dénonciation. Et sachant que quand la justice arrive, elle arrive avec ses gros sabots. Il faut être clair: la justice pénale ne fait pas dans la dentelle; c'est une justice qui suit des règles strictes et où l'intérêt premier est la recherche de la vérité.

Je ne dis pas qu'il ne faut pas rechercher le bien-être des victimes à travers cela, mais ce n'est pas l'objectif premier. Tandis qu'une optique de prise en charge du type des Équipes SOS Enfants peut avoir davantage, comme premier but, le bien-être des victimes.

Enfin, en ce qui concerne les révélations ou les confidences faites par les auteurs, je pense que là, on touche à l'essence même du secret professionnel. Alors, si en la matière, on doit considérer qu'il y a une obligation de dénoncer, je dirais que quelque part, il n'y a plus de secret professionnel. Là, il faudrait pouvoir dire haut et clair que par rapport au monde médical, par rapport à l'ensemble du champ social, du champ médical – et il y a d'autres professions où il y a une couverture par le secret professionnel –, qu'il n'y a plus de secret professionnel dans cette matière-là. Or, le secret professionnel est quand même considéré comme une valeur sociale. Pourquoi? Parce qu'on se dit qu'il vaut mieux, parfois, que les gens fassent une démarche dans le secret plutôt que de ne pas faire de démarche du tout. De nouveau, il y a un choix fondamental à faire, mais si l'on estime qu'il y a obligation de révéler les confidences faites par les auteurs, je pense que cela remet effectivement en cause le secret professionnel lui-même avec - ne l'oublions pas - en toile de fond, un risque de censure par la Cour européenne des droits de l'homme.

Avec l'article 8 de la Convention européenne qui concerne la protection de la vie privée et du secret professionnel, la Cour européenne s'est toujours montrée très sensible sur cette question du secret professionnel. Je ne suis pas sûr qu'une telle modification et une pratique où il n'y aurait plus de secret professionnel pour les confidences confiées par un auteur dans le cadre d'une relation, par exemple, de thérapie avec son médecin traitant, hors le cas de non-assistance à personne en danger, hors le cas d'état de nécessité, de façon générale et obligatoire, je pense qu'on risque d'avoir également des problèmes avec le droit européen à cet égard.

Je vous propose d'en terminer là.

Johan Put: Mevrouw de voorzitter, geachte commissieleden, ik ben niet alleen vereerd met de uitnodiging, maar ook heel blij dat u dit thema op de agenda hebt gezet.

Dat geeft een zeker vertrouwen in het werk van de commissie. Het beroepsgeheim is zeker een

thema dat mij van groot belang lijkt in de behandeling van de problematiek.

Het feit dat wij een beetje eigenzinnig hadden afgesproken dat mijn collega eerst zou spreken, is geen gevolg van natuurlijke bescheidenheid, maar wij overliepen de punten waarvan u op voorhand had gezegd dat u graag iets zou horen. Het spijt ons dat wij over het biechtgeheim niet veel kunnen zeggen wegens weinig affiniteit daarmee, maar over het beroepsgeheim des te meer.

Mijn presentatie is te uwer beschikking. Ik kan een aantal slides overslaan omdat de inhoud ervan al aan bod is gekomen bij mijn collega.

Ik zal dus vrij snel door de eerste dia's gaan, hier en daar enkele punten aanhalen om ze nog bijkomend onder de aandacht te brengen en dan vooral ingaan op de discussie over de meldplicht.

Ik vind het in deze problematiek van belang dat wij de oorsprong van het beroepsgeheim nog even in herinnering brengen. Ik zal niet de hele evolutie overlopen, maar het wel hebben over de huidige stand van zaken in de eenentwintigste eeuw. Het beroepsgeheim is een Franse rechtsfiguur, is daar in de Code pénal in het begin van de negentiende eeuw ingeschreven, maar louter vanuit het standpunt van de artsen.

Het was eigenlijk een middel om de beroepsgroep te beschermen tegen interventies vanwege de overheid of tegen claims van de overheid om informatie door te geven. Dat was oorspronkelijk een beetje de visie achter het beroepsgeheim: wij artsen zijn een superieure beroepsgroep en hebben onmondige en onwetende patiënten die wij paternalistisch zullen helpen, maar de overheid heeft daarmee niets te maken en wij wensen ook geen informatie te moeten doorgeven aan overheden die daarom zouden vragen.

Langzaamaan zijn er afbrokkelingen gekomen van dat beroepsgeheim, vooral binnen het systeem van de sociale zekerheid, waar mededelingen van artsen aan socialezekerheidsinstellingen toch wel gereguleerd werden. Dat is slechts één aspect.

Een tweede aspect is dat de wereld van de zorgverlening drastisch gewijzigd is over die twee eeuwen heen. Wij hebben nu niet langer alleen artsen en medische interventies tussen artsen en patiënten. Het woord dat vaak gebruikt wordt voor de oorsprong van het beroepsgeheim is *colloque singulier*. Wij hebben nu een staat van *multiple relations*. Wij hebben gelijktijdige en opeenvolgende relaties tussen hulpverleners en

hun netwerken enerzijds en tussen cliënten en hun context anderzijds.

Het is dus een veel complexere situatie. Het is ook een situatie waarin de aard van de interventies grondig gewijzigd is. Wij hebben niet alleen medische maar brede welzijnsinterventies.

Het artikel over het beroepsgeheim is nauwelijks mee geëvolueerd. Laat mij echter toch toe te zeggen dat het een sterk artikel moet zijn, want het is er over 200 jaar heen toch in geslaagd, grotendeels op eigen kracht en dankzij een beetje rechtspraak en een beetje rechtsleer maar ook dankzij veel gezond verstand, om nu nog steeds een adequate rechtsfiguur te zijn op het vlak van hulpverlening en zorgverlening.

Ik kan hier misschien nog één aanvulling geven, als het gaat over degenen die gebonden zijn door het beroepsgeheim. Uiteraard is artikel 458 van het Strafwetboek het basisartikel, en men ziet daarin nog heel sterk die medische kleur. Er is daar ook een uitloper naar alle noodzakelijke vertrouwensfiguren, wat dan een soort van restcategorie is waarbij men moet afoetsen of aan die voorwaarden voldaan is voor wie niet nominatum genoemd is in dat artikel.

Er zijn echter ook tal van bijzondere wettelijke bepalingen die expliciet aan bijzondere categorieën een beroepsgeheim hebben toegeschreven.

Een groot verschil met artikel 458 is dat de andere artikelen zich meestal niet hechten aan een vaste beroepsgroep, maar wel aan een bepaalde sector van hulpverlening of van zorgverlening.

Ik geef een aantal voorbeelden van wetten – maar er zijn er tientallen – waar nog expliciet in staat dat iedereen die zijn medewerking verleent aan de uitvoering van die wet, ook door het beroepsgeheim gebonden is. Bij het OCMW geldt het zowel voor de raadsleden als voor de maatschappelijke werkers. Het staat in de jeugdbeschermingswet en de gemeenschapsdecreten over jeugdbijstand en jeugdhulp en het geldt bij bemiddeling zowel voor volwassenen als voor minderjarigen. Ook in de wetgeving betreffende het algemeen welzijnswerk en op de geestelijke gezondheidszorg zijn gelijkaardige bepalingen opgenomen.

Dit toont aan dat men nu het beroepsgeheim ook buiten de medische sector als een belangrijke waarde moet beschouwen. Telkens is het belang ervan door de wetgever bevestigd.

Ik wil nog één puntje vermelden, omdat daar vaak discussie over bestaat, met name het gedeelde beroepsgeheim. Er zijn situaties waarin de politie aan de deur staat van een jongerenvoorziening of een Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg en zegt: “Wij hebben net iemand opgepakt. Heeft die hier een dossier? Mogen wij dat inkijken?”

Wij gaan er per hypothese vanuit dat de betrokkenen door het beroepsgeheim gebonden zijn. Daar is dat meestal het geval. De betrokkene antwoordt “Ik mag u niets vertellen”, want die uitzondering van daarnet over het afleggen van een getuigenis gaat alleen over een getuigenis in rechte, voor de onderzoeksrechter of voor de rechter ten gronde. Politiediensten en ook parketdiensten vallen daar niet onder.

Het lapidaire antwoord van de politie is dan soms: “O, maar wij hebben ook een beroepsgeheim. In onze wet staat dat ook.” Los van het feit dat het ongelukkig is het ambtsgeheim van de politieberoepsgeheim te noemen – wat een vertrouwensrelatie oproept, wat bij politiediensten waarschijnlijk niet het geval is; er is wel vertrouwen, maar er is geen vertrouwensrelatie tussen de politiedienst en wie ondervraagd wordt –, gaat het om een andere soort beroepsgeheim.

Het gedeelde beroepsgeheim laat toe tussen geheimplichtigen informatie uit te wisselen, maar wel onder een hele reeks voorwaarden. Belangrijk is ookdat deze uitzondering niet in de wet staat. U hebt die daarstraks in het lijstje van wettelijke uitzonderingen niet horen terugkomen, tenzij er een expliciete regeling is van informatie-uitwisseling. Als algemene uitzondering staat dit niet in de wet, maar het wordt wel sinds lang door de rechtsleer ontwikkeld, het wordt ongelooflijk veelvuldig toegepast – veel te veel naar mijn zin – maar het is ook iets waarin we toch een aantal voorwaarden moeten scherp krijgen om daar toepassing van te kunnen maken. Er zijn ook bepaalde wetten waar het in hun context wel is geregeld. Zo bijvoorbeeld in het Vlaams decreet over integrale jeugdhulp vindt u een mooie bepaling daarover.

De voorwaarden van toepasselijkheid van het gedeelde beroepsgeheim zijn dat het gaat om een informatie-uitwisseling tussen twee geheimplichtigen. Beiden moeten dus door het beroepsgeheim gebonden zijn en zij moeten zich situeren binnen dezelfde hulpverleningscontext. Dit betekent dat zij betrokken moeten zijn – rechtstreeks of onrechtstreeks – bij de

hulpverlening en dat zij ook met dezelfde finaliteit moeten optreden. Vandaar dat er dus geen sprake kan zijn van gedeeld beroepsgeheim tussen hulpverleners en politiediensten, of tussen hulpverleners en Justitie.

Voor alle duidelijkheid: dit betekent niet dat er geen enkele vorm van communicatie mogelijk is, maar u mag die niet baseren op het gedeelde beroepsgeheim, want dan zou dat – zoals al eens in de rechtsleer wordt geschreven – een uitgesmeerd beroepsgeheim zijn dat ook van zijn fundamenten ontdaan is.

Ik wil me dan vooral concentreren op de zeer expliciete vraag in onze uitnodiging om ook eens uitspraak te doen of minstens te kijken naar de vraag of het zinvol is een meldplicht in te voeren of niet. Ik begrijp die vraag heel goed. Ik denk dat wij ten gronde – dat hoop ik toch – allemaal als gezamenlijk belang hebben het voorkomen van verdere gevallen van bijvoorbeeld kindermishandeling, als die zich voordoen. In dat perspectief is het een perfect legitieme vraag om ons af te vragen wat daar de meest geschikte instrumenten voor zijn.

Ik heb voorstellen gehoord in die zin. Ik heb reacties daarop gehoord. Wat ik hier probeer te doen, is wat informatie meegeven die kan worden meegenomen in de overwegingen en die misschien tot een iets genuanceerdere oplossing kan leiden dan wat er soms wordt gehoord.

De informatie zit enerzijds in een analyse van de huidige toestand, wat de meldplicht betreft, en anderzijds in buitenlandse voorbeelden en onderzoek dat daarnaar is gedaan. U zult op het einde wel mijn conclusie horen, maar dat is alleen maar mijn conclusie.

De huidige toestand, zoals al aan bod is gekomen, is het principe dat het beroepsgeheim moet worden gerespecteerd en dat het voorrang heeft op het melden van feiten die men van daders of slachtoffers heeft vernomen. Er zijn daarop echter uitzonderingen die niet zo expliciet als meldplicht zijn geformuleerd, maar die daarop wel neerkomen.

Ten eerste, de meldplicht bestaat al in ons Belgisch recht, met name onder de figuur van artikel 422bis, zijnde de plicht tot hulpverlening en het misdrijf van schuldig hulpverzuim als men niet optreedt indien de voorwaarden van artikel 422bis zijn voldaan.

Dat zijn relatief strikte voorwaarden, dus daarover

kan enige discussie bestaan. Het gaat over de situatie waarin het schenden van het beroepsgeheim de enige manier is om aan hulpverlening te doen, hetzij door zelf hulp te verlenen, hetzij door hulp te verschaffen door het inroepen van een derde persoon. Bovendien moet het gaan om een onmiddellijk dreigende en grote fysieke, psychische of seksuele gevaarstoestand.

Dat betekent dat op het ogenblik dat de vraag rijst of men moet melden of niet, de relevante vraag luidt: als men niet meldt, zou dan bijvoorbeeld zeer binnenkort misbruik kunnen gebeuren door die persoon? Of: als men niet meldt, zal mijn cliënt dan een revolver halen en zijn echtgenote neerschieten? Ik geef maar een voorbeeld, om te visualiseren dat het over toekomstig en onmiddellijk dreigend gevaar moet gaan. Dit is geen mogelijkheid om feiten uit het verleden als zodanig te melden.

Ten tweede, wij hebben niet alleen een meldplicht onder die strikte voorwaarden, maar ook een meldrecht. Dat is het al aangehaalde en geduide artikel 458bis. Dat somt ook een aantal voorwaarden op, onder andere dat het slachtoffer minderjarig moet zijn. Ook daarover kan wat discussie bestaan. Men moet ook door het slachtoffer zelf in vertrouwen zijn genomen of men moet vaststellingen hebben gedaan bij het slachtoffer. Het kan dus niet iets zijn van horen zeggen, bijvoorbeeld door de moeder of een buur van het slachtoffer. Een rechtstreekse kennisname moet aanwezig zijn geweest.

Ten derde aanvaardt de rechtspraak dat, indien het slachtoffer cliënt is en onder bepaalde voorwaarden die deels juridisch zijn zoals daarnet geschetst, maar die ook in een behoorlijke vertrouwensrelatie niet meer dan passend zijn – namelijk de positie van het slachtoffer erkennen, de mening van het slachtoffer respecteren – er geen strafbaarheid geldt bij het melden van bepaalde gegevens. Dat is de situatie naar huidig Belgisch recht. Daarover zijn lange discussies geweest en daarover kan opnieuw worden gediscussieerd, maar het is belangrijk om die artikelen terug in rekening te brengen.

Vervolgens, binnen- en buitenlandse voorbeelden. Ik zal het niet uitdiepen, maar in de bijlage van de presentatie vindt u een reeks artikelen, niet enkel uit het Strafwetboek, maar ook uit decreten van de Franse en Duitstalige Gemeenschap, die een meldplicht bevatten. Men moet dus niet eens naar Frankrijk gaan om de meldplicht te vinden. Er zijn ook artikelen uit het Franse en het Nederlandse recht die meldplicht en meldrecht bevatten. Die

voorbeelden zijn niet zo eenduidig als soms uit de teksten zou blijken. Bijvoorbeeld in de Franse Gemeenschap geldt er onder bepaalde omstandigheden een meldplicht omtrent feiten van kindermishandeling, maar, voor zover ik daar een zicht op heb, lees ik in de literatuur dat zulks grotendeels dode letter blijft en dat die plicht die daarin beschreven staat, niet zeer consciëntieus wordt gevolgd. Het zou interessant zijn te bekijken hoe dat komt. Blijkbaar is het niet voldoende dat alleen maar in de wet in te schrijven.

Het Franse voorbeeld. Mocht u aan teksten denken, dan is het misschien goed niet te veel naar het Franse recht te kijken. U kunt de artikelen eens lezen, en het is eerlijk gezegd moeilijk om daaruit wijs te geraken en om te weten wat precies de toestand is. Er is sprake van een plicht tot beroepsgeheim en er bestaat een uitzondering hierop, soms vrij algemeen, maar soms behalve voor wie door het beroepsgeheim gehouden wordt, soms met toestemming van het slachtoffer, soms als het slachtoffer jonger is dan vijftien jaar. Een hele reeks artikelen verder kan men een parallelle maar toch een andere regeling vinden. De Franse regelgeving inzake meldplicht is dus absoluut niet zo duidelijk.

Als men naar de rechtsleer kijkt in Frankrijk – ik kan die ook bezorgen als u wilt – dan merkt men dat er nog veel discussie is over de werkelijke aard daarvan. Het feit is ook dat de meldingsplicht niet strafrechtelijk gesanctioneerd wordt, er staan dus geen concrete strafsancities op het niet volgen van die meldplicht. In de literatuur wordt eigenlijk nog steeds aangegeven dat wat hier gebeurd is, een soort van veiligheid of bescherming biedt aan geheimplichtigen om, als zij in eer en geweten beslissen om een bepaalde melding te doen, niet tuchtrechtelijk vervolgd te worden door bijvoorbeeld de orde van geneesheren.

Het belangrijkste gevolg van deze bepalingen, en dat blijkt dan ook uit de tuchtrechtspraak, is dus dat er aan meldingen van bijvoorbeeld kindermisbruik door artsen, geen tuchtgevolg gegeven wordt. Het is niet zo dat dit een algemene meldplicht heeft gecreëerd bij iedereen die in Frankrijk onder het beroepsgeheim valt en dat dit in de praktijk heel veel wijziging tot gevolg heeft gehad.

Zo dadelijk zeg ik nog iets over Nederland. Dat is interessant omdat daar net ook een zeer zware discussie over die meldplicht bezig is.

Ten derde, ik vind dit zelf ook van groot belang: wij moeten rekening houden met het feit dat er

kwaliteitsvolle en specifieke hulpverlening voor kindermishandeling is ontstaan de laatste 10 tot 20 jaar. Er zijn in Vlaanderen de Vertrouwenscentra voor Kindermishandeling en in de Franse Gemeenschap de Équipes SOS Enfants. Dat zijn specifieke instanties die een bijzondere positie innemen in het landschap van de hulpverlening, die door de brede hulpverlening meer en meer, dat vraagt natuurlijk wel wat tijd, erkend worden als instanties die een bijzondere positie innemen en die dus ook een rol te vervullen hebben in de aanpak en preventie van kindermishandeling en in eventuele contacten tussen hulpverlening en Justitie. Ook op dat vlak zijn er trouwens bijvoorbeeld in Vlaanderen een heleboel ontwikkelingen inzake integrale jeugdhulp, waar er rond het begrip maatschappelijke noodzaak verder gedacht wordt.

Ten vierde, als wij naar de huidige toestand kijken, is er de vaststelling dat de hulpverlening niet alleen specifieke instellingen heeft gecreëerd, maar zich ook zeer bewust is van het probleem van omgaan met verontrustende situaties. Dit is echt niet iets dat pas nu opgedoken is, zelfs niet pas na Dutroux. Men is daarmee reeds lang bezig.

Men merkt daarin ook evoluties. Wij hebben tien jaar geleden een onderzoek over beroepsgeheim gedaan en over deontologie in de welzijnsector. Ik kan u zeggen dat ik sindsdien ongeveer elke week vragen krijg van hulpverlenende en andere instanties om te komen spreken over beroepsgeheim. Ik doe dat niet elke week, maar ik doe dat wel regelmatig, omdat dat heel leerrijk is.

Men zoekt daar zeer hard naar wat de precieze betekenis van het beroepsgeheim is, ook in een juridisch perspectief. De laatste jaren merk ik dat men ook meer en meer met een zoektocht bezig is op welke manier men tot een gezonde relatie met Justitie kan komen. Bij de hulpverlening bestaat daarover soms een grotere openheid dan bij Justitie zelf.

Er zijn ook tools ontwikkeld binnen de hulpverlening over het omgaan met verontrustende situaties. Kind & Gezin heeft een tool daarvoor. Er is een website vermeld, met een signaallijst waar men doorheen kan gaan voor het herkennen van bijvoorbeeld signalen van kindermishandeling en met een aantal stappen over wat men daarmee dan moet doen. Men is daar dus wel degelijk mee bezig.

Ten vijfde, ik wil u signaleren – dat is wellicht al gevallen – dat er in Antwerpen momenteel een experiment wordt voorbereid over casusgebonden

overleg in geval van kindermishandeling.

Dat is een voortvloeisel uit een reeds jarenlang overleg tussen Justitie en de hulpverlening, eerst op federaal vlak. Dat is twee of drie jaar geleden federaal afgesloten en verder naar de Gemeenschappen doorgeloopt. Er is in Vlaanderen alleszins een samenwerkingsprotocol gesloten tussen de minister van Justitie en de Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin over een protocol in verband met kindermishandeling. Een element daarvan is dus casusgebonden overleg. Ik kan daarvan geen definitieve teksten voorleggen, aangezien die discussies nog bezig zijn. Discussies is niet het juiste woord. Het overleg is nog bezig.

Er is een stuurgroep, waarvan ik deel uitmaak. Soms gaat het misschien wat traag, omdat het moeilijk is om agenda's samen te leggen, maar de manier waarop er daar overlegd wordt, met respect voor elkaars positie en met het zoeken naar wat wij samen willen bereiken, wat relevant is en wat niet en welke situaties wij daarin kunnen onderscheiden, vind ik zeer zinvol.

In de tekst, die hopelijk over een paar maanden gefinaliseerd zal zijn, zult u een schets krijgen van het internationaal en internrechtelijk kader inzake de aanpak van kindermishandeling. Ook het hulpverleningslandschap en het justitielandschap in het algemeen worden erin geschetst. Dat is niet onbelangrijk, gezien de soms wederzijdse onbekendheid. Ook de Antwerpse context komt aan bod: over wie gaat het concreet?

Tot slot staat er een draaiboek in over wat de verschillende stappen zijn die wij ondernemen in bepaalde situaties die men onderscheiden heeft. Voorlopig gaat men uit van vijf situaties. Het kan nog een beetje schuiven. In een aantal gevallen zal men zeggen dat men geen informatie over een specifieke persoon moet doorgeven en dat het algemeen structureel overleg volstaat. In een aantal gevallen zal er wel informatie, met een aantal voorwaarden, kunnen worden uitgewisseld. Dat is zeker een interessant experiment.

Ik zei al dat ik ook een korte toelichting over de Nederlandse situatie zou geven. Daar is er sinds een vijftal jaar een discussie gaande over een meldrecht, een meldplicht of een meldcode, die men zou invoeren. Door de vorige regering werd de positie ingenomen dat men een verplichte meldcode, dat is iets tussen de twee, zou invoeren, wat betekent dat men aan de diverse beroepsgroepen of hulpverleningssectoren een plicht oplegt om intern in die groep een code op te

stellen over hoe men moet omgaan met signalen en gevallen van mishandeling, zowel partnergeweld als kindermishandeling.

Voorafgaand of tijdens die discussie is er eventjes een literatuurzoektocht geweest over systemen van meldplicht en voor- en nadelen daarvan die werden gesignaleerd. Ik denk dat het nuttig is die even op te lijsten. Als voordeel van een meldplicht werd aangehaald de maatschappelijke taak tot bescherming. Dat vloeit ook voort uit het EVRM: er is niet alleen artikel 8, er is ook artikel 3 dat eigenlijk een positieve verplichting voor de staten oplegt om het fysiek welzijn of de fysieke integriteit van haar burgers te beschermen. Wel, een van de middelen om dat te doen, is ervoor zorgen dat gevallen van kindermishandeling of van huiselijk geweld bekend zijn en dat daartegen opgetreden kan worden. Dus dat is een van de manieren om aan die positieve plicht te voldoen. Er zijn meer mogelijkheden om de pleger te vervolgen: men heeft meer informatie, meer bewijs eventueel. En het is voor de professionals, zoals men dat in Nederland zegt, een stimulans om beter te letten op signalen van mishandeling. Als men weet: ik moet, of er wordt van mij verwacht dat ik gevallen van huiselijk geweld signaleer, dan gaat men daar ook attenter voor zijn en bewuster omgaan met die signalen.

Nadelen die werden genoemd in die studie waren de grote hoeveelheid ongegronde meldingen: tot 79 % in Canada bijvoorbeeld. Dat heeft er mee te maken dat men een beetje, waarschijnlijk als menselijke reactie van hulpverleners en artsen, zag: als er twijfel is, is het niet in het voordeel van de beklagde, maar is het in mijn voordeel van het toch maar te melden. Ik ben niet zeker, maar ik speel liever op veilig en ik meld.

Er zijn dus grote hoeveelheden ongegronde meldingen, ook meldingen waar men eigenlijk ook verder geen bewijs van heeft. Dat leidt tot een overbelasting van het systeem. Zelfs in de hypothese dat Justitie perfect performant was en dat er geen gerechtelijke achterstand en geen seponeringsbeleid uit een overvloed aan zaken zou zijn, dan nog is er een probleem als men een meldplicht zou inlassen. Geringe betrokkenheid van melders, eigenlijk een soort afschuiven van verantwoordelijkheid ook. Dat vind ik een bijzonder nefast neveneffect, als dat het geval zou zijn. Slechte handhaafbaarheid van die meldplicht. Dat lijkt ook het Franse voorbeeld te suggereren. Het is moeilijk om te bewijzen dat men aan die plichten heeft voldaan. De consequentie die daar dan aan verbonden is dat dit langzaamaan eerder tot een morele dan tot een strafrechtelijke plicht

verwordt. Het zet de relatie tussen hulpvrager en hulpverlener onder druk. Dat behoeft niet veel toelichting, zeker als het gebeurt tegen de wil van de hulpvrager in, of dat nu een slachtoffer of een pleger van geweld is. Zeker als men achter zijn rug informatie gaat melden aan Justitie, mag men de hulpverlening aan die betrokken persoon wel stopzetten. Het verhoogt de drempel naar hulpverlening voor slachtoffers en plegers. Wat ik toch ook wel een belangrijk argument vind, is dat zeker in geval van kindermishandeling onderzoek uitwijst dat er nog heel vaak een grote loyauteit bestaat tussen de pleger en het slachtoffer van kindermishandeling. Het gaat bijvoorbeeld om de vader van het kind. Ik denk dat we daarmee rekening moeten houden in de manier waarop we dat kind behandelen en waarop er dan geïntervenieerd wordt bij die kindermishandeling. Het meenemen van die loyauteit is belangrijk om een respectvolle hulpverlening voor dat kind te creëren.

Ook belangrijk in dat onderzoek is een passage die zegt dat de genoemde voor- en nadelen veelal opiniërend zijn. Ik verwijs daarvoor naar wat ik daarstraks zei, dat er veel argumenten heen en weer worden uitgewisseld die dan ook veelal opiniërend zijn. Dat is goed, een idee moet opiniërend zijn. Daar staat echter wel tegenover dat er ook in onder andere de VS en Canada geen empirisch bewijs is gevonden dat een wettelijke meldplicht leidt tot het terugdringen van huiselijk geweld en kindermishandeling. Er is dus zeker geen rechtstreeks verband tussen meldplicht en de omvang van het fenomeen.

Er is een onderzoek geweest in de Verenigde Staten. Een opmerkelijk aspect, was dat bij de vraag of er meldplicht moest zijn voor huiselijk geweld of partnergeweld, 71 % van de bevroegde vrouwen daarvan voorstander was, maar als men hetzelfde vroeg aan vrouwen die mishandeld waren geweest, dat substantieel daalde van 71 naar 59 %.

Dat is ook iets om mee te nemen. Als men het aan de slachtoffers zelf vraagt, is er minder steun voor een meldplicht dan als men het aan de bevolking in het algemeen vraagt. Een reden voor die daling van het draagvlak daar, was dat die vrouwen gevoeliger zijn voor: "Als dat het gevolg is, dan durf ik mij niet wenden tot een arts of een hulpverlener." Ook het risico van wraak van de pleger van het huiselijk geweld was een reden.

Hoe is de situatie momenteel in Nederland? Er is een heel goede website waarop alle informatie daarover te vinden is. De laatste stand van zaken

is dat er een plan was, en ook al wetgevend werk, om een verplichte meldcode in te voeren. Daarbij werd aan de diverse sectoren gevraagd om te komen tot een meldcode met een stappenplan.

Dat stappenplan bestaat erin dat men eerst de signalen capteert en in kaart brengt. Er moet collegiale consultatie zijn – overleg tussen collega's binnen de zorgverlening – en eventueel het raadplegen van gespecialiseerde hulpverlening, naar het voorbeeld van de vertrouwenscentra of van Équipes SOS Enfants in België.

Er moet ook een gesprek met de cliënt zijn. Het mag dus niet zonder informatie aan de cliënt. Er moet een afweging zijn. Zoals daarnet al werd gezegd, en ik meen dat wij daar niet buiten kunnen, is het beroepsgeheim niet absoluut, maar ontstaat in een aantal gevallen een waardeconflict dat moet leiden tot het maken van een afweging van een en ander.

Er moet ook een beslissing zijn. Men moet niet alleen stappen zetten, maar op het einde ook een beslissing nemen, die dan moet bestaan uit ofwel hulp organiseren met de nodige veiligheid, ofwel de zaak melden.

De nieuwe regering, die er sinds een paar maanden is in Nederland – zij hebben er ook lang over gedaan – heeft de vraag over meldplicht of meldcode terug opgeworpen. De bevoegde staatssecretaris heeft eigenlijk opnieuw gelanceerd dat zij wil nadenken over die meldplicht. Daar zijn allerlei reacties op gekomen. Op 2 februari heeft zij een brief geschreven waarin zij zegt dat haar standpunt op dit moment een meldplicht is in geval van kindermishandeling verricht door professionals. Het gaat dan over kindermishandeling binnen onderwijs- of hulpverleningsinstanties. De precieze afbakening is mij nog niet bekend of bijvoorbeeld sportclubs daar ook onder zouden vallen. Maar als het gaat over extrafamiliaal geweld gepleegd door professionals zou er een meldplicht moeten zijn die vooral rust op die instelling, die voorziening of die school zelf.

Bij intrafamiliale kindermishandeling is er na beraadslaging voor gekozen om het bij een meldcode te houden, zoals daarnet toegelicht. De reden die de bewindsvoerder daarvoor aanhaalt, is effectiviteit. Het blijkt dat het invoeren van een meldcode een effect heeft op het bewust omgaan met de problematiek en dat is heel belangrijk. Misschien is er de niet-bewezen effectiviteit van de meldplicht. De autonomie van professionals. Ik

zou daaraan toevoegen: de verantwoordelijkheidszin aanscherpen van professionals. Administratieve lasten. Denk aan die bijna viervijfde ongegronde of onbewezen meldingen. Het draagvlak dat in de hulpverlening veel groter is voor een meldrecht of een meldcode dan voor een meldplicht.

Conclusie daarvan is, denk ik, dat voorzichtigheid geboden is, dat wij rekening moeten houden met de posities van hulpverlening en Justitie. Ik ga daar zo meteen nog twee slides over toelichten.

Men moet ook rekening houden met korte- en langetermijneffecten. Ik geef daar vaak volgend voorbeeld; het heeft niets met kindermishandeling te maken, maar om het punt te maken. Neem als voorbeeld de straathoekwerkers, die er in Brussel, Antwerpen enzovoort zijn en die heel goed weten wat er in bepaalde milieus aan de hand is. Stel dat men nu in Antwerpen zegt dat men alle straathoekwerkers oppakt en hen verplicht om alles wat ze weten te zeggen, en stel dat ze dat nog zouden doen ook, dan gaat men in de komende weken een enorm succes zien in de strijd tegen bijvoorbeeld drugshandel in Antwerpen, dan gaat men heel goed weten op welke plaatsen er veel gebruikt en gedeald wordt en dan gaat men waarschijnlijk ook een aantal netwerken kunnen blootleggen.

Dat lijkt interessant, maar de volgende stap is dat men het straathoekwerk mag afschaffen. Dat betekent dat de personen die zoiets gezegd hebben, die onder dwang of vrijwillig die meldingen gedaan zouden hebben aan Justitie, vervolgens nooit meer terug naar hun job zullen kunnen en nooit meer het vertrouwen zullen kunnen winnen van de mensen die hun cliënten zijn.

Op korte termijn zal dat een zeker effect hebben, op lange termijn houdt dat de afschaffing van het straathoekwerk in. Alle gunstige effecten die dit straathoekwerk heeft, maar die veel minder zichtbaar zijn, zullen daarmee dan ook verloren gaan. Dat is dus ook een keuze die men moet maken.

Gevaar voor secundaire victimisering: dat is, in het voorbeeld dat mijn collega daarnet gegeven heeft, als men tegen de wil van het slachtoffer in zou gaan melden, dan kan men daar spreken van secundaire victimisering, wat onrecht aandoen aan slachtoffers is.

Er is het punt van die responsabilisering, die ik zeer belangrijk vind. Als wij een pure meldplicht

zouden invoeren, dan zou dat voor de hulpverleners bijna een gemakkelijksoplossing zijn. Als zij dan feiten te weten komen, weten zij dat ze automatisch moeten melden, dan melden ze en zijn ze van de zaak af, dan zijn ze trouwens ook van die cliënt af, men kan dan meestal niet verder met die cliënt werken.

Dat betekent natuurlijk dat dan, ten eerste, Justitie alles op het bord krijgt, wat ook niet erg comfortabel is, noch voor Justitie, noch voor de slachtoffers in een aantal gevallen.

Ten tweede, de mogelijkheden van hulpverlenend werken gebruikt men dan niet meer.

Voor het aanscherpen, ook van hulpverleners, dat men moet tussenkomen en dat men zelfs aanklampend hulp moet verlenen in die situaties, dat men oog moet hebben voor de veiligheid van het kind, zijn er specifiekere methodes, die met name in de vertrouwenscentra worden gebruikt. Ik vind het een goede zaak dat dit gebeurt. Er gebeuren daar zaken op het gebied van hulpverlening die Justitie nooit zal kunnen doen.

Wij kunnen dus al leren uit een aantal praktijkvoorbeelden en uit voorbeelden uit andere landen. De conclusie is heel eenvoudig, niet zwartwit en – naar mijn persoonlijke mening – niet helemaal voor of tegen. Ik denk echter dat het voor iedereen beter zou zijn als wij overlegde in plaats van opgelegde oplossingen zouden hebben.

Er bestaat bereidheid in de sector, in de hulpverlening en bij Justitie. Ik merk dat in Antwerpen iedere keer als wij die stuurgroep houden. Als men de tijd geeft om elkaar te leren kennen, als men elkaars profiel respecteert, zal men samen verder geraken dan als men een bepaalde piste prioritair stelt boven een andere.

Wij hebben een drietal weken geleden een studiedag gehouden in Leuven die expliciet inging op de samenwerking tussen Justitie en hulpverlening, en waar actoren uit die beide werelden in debat zijn gegaan met elkaar, in het algemeen en in specifieke workshops.

Dat was bijzonder leerzaam, niet alleen voor de deelnemers, maar ook voor de sprekers, die hebben aangegeven dat zij die gedachtewisseling willen verderzetten en niet met die dag alleen willen stoppen.

Ik heb aan het begin van die studiedag een soort

algemene hypothese geformuleerd over Justitie en hulpverlening, die ik u nu als uitsmijter wil meegeven. Ik denk, en dat moet hier ongetwijfeld al frequent naar boven zijn gekomen, dat wij niet meer in een situatie leven van *splendid isolation*, waarbij Justitie een bepaalde opdracht en werkwijze heeft en hulpverlening helemaal aan een andere kant staat.

Dat is een tijd het geval geweest, hulpverlening is soms ook als reactie tegen Justitie ontstaan. Sinds ongeveer twee decennia ontmoeten die twee werelden elkaar echter meer en meer. Dat geeft natuurlijk aanleiding tot vragen en problemen, maar ook tot kansen.

Zij hebben een eigen profiel, opdrachten en werkwijze. Als wij willen gaan naar versterkte afstemming en samenwerking, wat volgens mij wenselijk is, vergt dat wel een culturele toenadering, een zekere bescheidenheid en de erkenning vanuit Justitie dat een justitiële afhandeling niet de enige of steeds de prioritaire interventiemogelijkheid is en een erkenning vanuit de hulpverlening dat de hulpverleningsrelatie ook niet het enige referentiekader kan zijn.

Dit zijn echt geen onschuldige zinnen. Ik merk zowel bij Justitie als bij hulpverlening dat dit gevoel toch nog wel aanwezig is. Niet altijd, niet 100 %, maar in hun basishouding. Vooral als men tot die ontmoeting met elkaar nog niet sterk is gevorderd, merk je dat er een zekere hoogmoed bij beide bestaat.

Bij Justitie is dat: wij zijn de enigen die belangrijk zijn en dit is de enige manier van afhandeling van strafbare feiten. Hulpverleners zeggen: Justitie kan mij niets schelen; de warme vertrouwensrelatie met mijn cliënt is het enige wat telt.

Dat zijn twee uitgangspunten die ik begrijp, maar die men moet loslaten als men tot een toenadering wil komen.

Als wij dat proberen te koppelen aan een aantal criteria of parameters over hoe een samenwerking er zou kunnen uitzien, denk ik dat er hier een proeve van oplijsting daarvan is.

1. De actoren moeten zelf tot positieverheldering komen. Zowel bij Justitie als bij hulpverlening zijn dat mensen die bezig zijn, die elke dag hun dossiers hebben enzovoort en die niet altijd tijd maken om een reflectie over hun eigen handelen en hun eigen positie te maken.

Die reflectie is nodig. Eerst moet men zichzelf goed kennen vooraleer men met een ander gaat praten.

2. Ze moeten elkaar beter willen leren kennen en ook leren kennen, zowel de structuren als de personen. Structuren zijn belangrijk. Men moet weten hoe de sociale kaart eruitziet, hoe Justitie functioneert, maar het is ook belangrijk om persoonlijk contact te hebben, om een gezicht op te kunnen plakken. Dat kan in de meeste gevallen tot een meer constructieve relatie leiden.

3. Elkaars opdracht, eigenheid en positie respecteren. Als er een verdergaande samenwerking is, zeker als het gaat over individuele dossiers, over communicatie, over gegevensuitwisseling, denk ik dat het van belang is daarvoor een transparant en duidelijk kader af te spreken binnen de grenzen van de geldende wetgeving en met een maximale betrokkenheid van de cliënten.

Het gaat niet op om geen afspraken te maken of om afspraken te maken die maar met een deel van de actoren is doorgepraat of waaraan men zich niet kan houden achteraf. Dat zijn geen afspraken.

Ten slotte, maar dit is een algemene verheldering, mogen wij van al die actoren toch een grondhouding verwachten van eerbied voor de fundamentele rechten en voor waarden als menselijke waardigheid, veiligheid en vrijheid.

Dit is wat ik u wou meegeven. Zoals gezegd, vindt u aan het eind van mijn presentatie de wetsartikelen die inspirerend kunnen zijn, of niet. Ik dank u voor uw aandacht.

De **voorzitter**: Mijnheer Put, ik dank u voor uw toelichting. Wij gaan nu over tot de vragen van de commissieleden.

Daphné Dumery (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik wil beide sprekers bedanken voor hun heldere en volledige uiteenzetting, want ik heb slechts een kleine vraag voor beide sprekers.

Wanneer een dader in een hulpverleningscontext melding maakt van feiten die nog moeten plaatsvinden, is men zich in de hulpverlening dan wel bewust van de mogelijkheid tot meldingsplicht? Weet u of men er in de opleiding tot sociaal assistent attent op wordt gemaakt dat men zich in dergelijke situaties niet achter het beroepsgeheim kan verschuilen?

Christian Brotcorne (cdH): Madame la présidente, les exposés étaient tellement intéressants qu'on en redemande. Je m'adresserai plus particulièrement au Pr Vandermeersch. Monsieur le professeur, quand vous avez abordé le problème des exceptions éventuelles au secret professionnel, disant d'abord que seule la loi peut les établir, vous avez dit également qu'il fallait distinguer selon que l'on reçoit les confidences de la victime ou de l'auteur. Il y avait deux branches à l'alternative et vous avez développé la première, quand il est question de la victime mais vous n'avez rien dit au sujet des confidences des auteurs. Cela signifie-t-il que vous considérez les textes actuels suffisants, applicables ou avez-vous une opinion plus personnelle à livrer à la commission, comme pour la première branche de l'alternative?

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, ik dank beide sprekers voor de heel volledige en interessante uiteenzetting.

Ik heb eigenlijk maar een vraag over een probleem dat wij enkele dagen geleden hebben gehoord. Het gaat namelijk over het beroepsgeheim of de uitwisseling van gegevens wanneer dat in opdracht gebeurt, vooral in het kader van Justitie en wie dan specifiek de opdrachtgever is. Justitie is een brede term. Er kunnen gegevens bij een onderzoeksrechter zijn. Later, als iemand in de gevangenis zit, zal de psychosociale dienst over bepaalde gegevens beschikken. Nadien, bij vrijlating en opvolging van de voorwaarden, zal de justitieassistent over bepaalde gegevens beschikken. Dat geldt misschien ook voor politiediensten die de voorwaarden controleren. Dan heeft men de strafuitvoeringsrechtbank die eigenlijk moet oordelen over een vraag tot voorwaardelijke invrijheidstelling.

Blijkbaar zijn er in de praktijk soms een aantal problemen omdat een aantal diensten bepaalde gegevens niet wensen door te geven aan de strafuitvoeringsrechtbank. Zij stellen dat die gegevens er indertijd, bij de aanhouding, gekomen zijn in opdracht van de onderzoeksrechter en dat zij die dus niet doorgeven.

De problematiek omtrent de vraag wie er nu precies werkgever is – volgens sommigen is dat Justitie – is heel breed. Degene die aan het einde van de keten staat, in dit geval de strafuitvoeringsrechtbank, zou dan ook moeten kunnen beschikken over alle relevante gegevens van een bepaald dossier.

Hoe benadert u dit? Klopt het dat men de redenering kan opbouwen dat de strafuitvoeringsrechtbank over alle nuttige gegevens kan beschikken, wie ook de opdrachtgever was binnen Justitie, of dat nu de onderzoeksrechter was dan wel dat het gaat om gegevens die binnen de gevangenis zijn verzameld? Graag uw visie daarover.

Carina Van Cauter (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, ik heb twee korte vragen.

Ten eerste, rijzen er met betrekking tot de hulpverleningsplicht en het meldrecht waarin de wet vandaag voorziet, geen problemen omdat de toets uiteraard altijd slechts achteraf kan worden uitgevoerd?

Stel dat iemand die veronderstelt dat er een gevaarsituatie dreigt maar uiteraard niet met zekerheid weet dat dit zo is, het beroepsgeheim niet respecteert en achteraf wordt geconfronteerd met de problematiek dat de gevaarsituatie niet van die aard was dat ze aanleiding gaf tot een opheffing van het beroepsgeheim. Hoe lost men dat op?

Ten tweede, u hebt het beiden over een versterkte afstemming tussen Justitie en de hulpverleningssector breed gezien. Dat begrijp ik. Men zou best tot casusoverleg komen. Dat is een manier van aanpak die als lovenswaardig wordt gezien. Dat begrijp ik ook.

Als er echter casusoverleg is, neem ik aan dat alle actoren van zowel hulpverlening als Justitie de kaarten op tafel leggen om de best mogelijke aanpak van een bepaalde dossier uit te stippelen. Dat betekent dat men niet meer met beroepsgeheim werkt, maar wel dat men een volledige openheid benadert. Op dat ogenblik bestaat er dus geen beroepsgeheim. Is dat de juiste weg? Voor mij geen probleem.

Daarbij aansluitend, het volgende. Ik neem aan dat wij toch nog altijd in de logica zitten dat de opdracht van opsporing en vervolging van misdrijven toebehoort aan het openbaar ministerie en dat wij daarvan niet afwijken?

La présidente: Je souhaite revenir sur la question posée par M. Brotcorne. M. Cosyns, directeur d'un centre de traitement de délinquants sexuels et médecin-psychiatre nous a demandé clairement d'élargir l'article 458bis aux prestataires de soins lorsqu'il s'agissait de confidences d'auteurs de délits sexuels. J'aimerais bien vous entendre

précisément sur le questionnement qu'il a partagé avec nous. Ou bien, estimez-vous que la non-assistance à personne en danger ou l'état de nécessité suffit? C'est un médecin-psychiatre qui a l'habitude de travailler avec des délinquants sexuels qui nous en a parlé. C'est un questionnement de la commission aujourd'hui.

Par ailleurs, j'ai souvent entendu qu'un accord de coopération existait entre la Communauté flamande et le ministère de la Justice en ce qui concerne les secteurs de confiance ou d'aide, mais qui n'existait pas du côté de la Communauté francophone.

Monsieur Put, vous avez dit qu'il y avait bien un accord de coopération, mais aussi une expérience-pilote à Anvers. J'aimerais bien savoir quel lien il y a entre eux et comment le secteur d'aide et celui de la justice pourraient évoluer dans un partage d'informations - sous mandat, j'imagine - et si c'est dans le cadre de cet accord de coopération ou si c'est pour modifier l'accord de coopération et les lois.

Thierry Giet (PS): Une question à M. Vandermeersch: dans la mesure où, en 2003, je crois, vous avez souhaité peut-être instaurer la notion de "présomption de victime", je ne dirai pas face à la présomption d'innocence, car ce n'est pas identique, vous avez réfléchi à cette notion de présomption de victime.

Êtes-vous toujours dans cet état d'esprit? Que peut recouvrir cette notion dans le cadre de nos réflexions sur d'éventuelles recommandations?

Excusez-moi si je répète des questions déjà posées.

Je voudrais revenir à la question de savoir si, légalement, un prêtre est tenu au secret professionnel. J'ai quelque difficulté à me faire une opinion par rapport à ce que j'ai entendu. Cet article du Code pénal s'applique-t-il à un prêtre qui reçoit une confession?

La **présidente**: Voilà une première salve de questions. Bien entendu, vous pouvez répondre tous les deux aux différentes questions et vous compléter l'un l'autre.

Johan Put: Naar het schijnt mag ik nu beginnen, maar dan kan ik de moeilijke vragen natuurlijk doorschuiven.

Ik kies er een aantal uit waartoe ik mij

aangesproken voel om ze te beantwoorden.

Er was de vraag of de hulpverleners zelf zich voldoende bewust zijn van hun meldingsplicht die voortvloeit uit artikel 422bis en daaraan gelieerd, indien toekomstige feiten in het gesprek aan bod komen, of zij dan weten dat zij verplicht zijn dit te melden.

Eerst, een verduidelijking van de woorden "als er toekomstige feiten aan bod komen". Ik denk dat er honderden keren per dag potentiële toekomstige feiten aan bod komen tijdens therapeutische sessies, tussen cliënten, patiënten, psychiaters, therapeuten, hulpverleners allerhande. Het eerste wat men dus moet doen, is een inschatting maken van wat er daar gezegd wordt. Het is niet omdat iemand zegt naar huis te gaan en zelfmoord te plegen, of "ik ga mijn vrouw dit of dat aandoen", dat dit ook zal gebeuren. Dat wordt, naar men mij zegt althans, bijzonder frequent in dergelijke gesprekken aangehaald, maar soms zonder dat er enige grond toe is dat men dat reëel moet nemen en soms is dat wel, volgens inschatting van betrokkenen, een reëel gevaar.

Die inschatting is het eerste wat men moet doen om onder dat artikel te vallen. Er moet een onmiddellijk reëel, dreigend gevaar zijn. Dus als dit een fantasie is of iets wat in een bepaalde waan gezegd wordt... Maar dat is natuurlijk de professionaliteit van de hulpverlener om daar een inschatting van te maken. Dit is niet evident. Ik moet zeggen reeds regelmatig telefoon te hebben ontvangen van hulpverleners die iets hebben meegemaakt en die mij vragen wat zij moeten doen. Ik antwoord dan nooit. Ik zeg dan altijd: "U bent de professional, u moet een inschatting maken, dit is wel het kader, maar daarbinnen moet u uw verantwoordelijkheid opnemen."

Dat vind ik echt belangrijk. Ik heb daar daarstraks ook de nadruk op gelegd. Als men wil dat er goede hulpverlening en justitie gebeurt, dan moet men ervoor zorgen dat alle actoren hun verantwoordelijkheid opnemen.

Weet men dat na die inschatting? Dat is een empirische vraag waar ik heel moeilijk een antwoord op kan geven. Ik denk dat men over het algemeen in elk geval wel weet dat er iets moet gebeuren. Of men perfect weet dat het artikel bestaat, dat zijn de voorwaarden. Er staat ook niet in naar wie je moet gaan natuurlijk. Dat kan een andere hulpverlener zijn, dat kan een familielid zijn, dat kan de procureur zijn enzovoort. Dus je moet het meest adequate doen dat op dat moment voorligt.

Ik twijfel aan de juridische kennis van hulpverleners, zoals ik ook even grote twijfels heb over de hulpverleningskennis van juristen. Zelf jurist zijnde mag ik dat wel zeggen, denk ik. Dus die toenadering van daarstraks waar ik voor pleitte, betekent ook wel dat je dat een beetje leert kennen, dat je elkaars taal wat leert en methodieken, redeneerwijzen enzovoort. De presentatie die ik gaf, is een heel kleine selectie uit een presentatie die een hele dag kan duren, afhankelijk van waar dat moet gebeuren. Ik eindig meestal met aan te geven dat wat we hier gezegd hebben, een wettelijk kader is waarbinnen je verantwoordelijkheid moet nemen als professional. En dan een lijstje van dingen die ik belangrijk vind buiten het recht. Daar staat opleiding bij, daar staat intervisie, supervisie, goede praktijken, deontologische codes enzovoort bij.

Ik laat nooit een gelegenheid voorbijgaan om te pleiten voor rechtsvakken in opleidingen die leiden tot hulpverleners, of dat nu maatschappelijk werkers, opvoeders, psychologen enzovoort zijn. Sommige opleidingen hebben geen enkel rechtsvak, sommige hebben rechtsvakken, maar dan is dat beperkt tot het technische recht: hoe ziet die regeling eruit? Ik zou daarnaast liefst zelfs recht geïntegreerd zien met een cursus rond ethiek en deontologie. Men moet ook kunnen aanleren hoe je met recht moet omgaan, dat recht niet alleen instrumenteel en technisch benaderd moet worden, maar het moet aangeleerd worden dat het ook een belangrijke redeneerwijze is, dat daar algemene beginselen zijn, dat het tools geeft, eigenlijk ook om analyses te maken van moeilijke situaties die men voor zich krijgt.

Ik denk dat daar zeker nog een hele weg af te leggen valt op het gebied van opleiding. Maar er is wel honger, als ik dat zo kan zeggen. Echter niet bij de opleidingsinstituten, heb ik de indruk, want die vinden dat zij meer van hun eigen methoden moeten aanleren, zoals wij altijd denken dat we meer recht moeten geven. Er is echter wel een grote honger van de mensen daarnaar, eens zij in de praktijk staan. Er is dus, voor wie dat wil, nog een grote markt.

Ik stap over naar een vraag over de toets achteraf van het feit, als men gemeld heeft. Je zit in een bepaalde situatie. Je maakt een inschatting en je meldt dat. Achteraf blijkt dat er helemaal niets aan de hand was. Ja, dat is uiteraard een probleem. Ook het omgekeerde is een probleem.

Men zegt dan ook dat het misdrijf van schuldig

verzuim een ogenblikkelijk misdrijf is, wat betekent dat men zich moet plaatsen op het moment van die inschatting. Wat er achteraf de facto gebeurd is, hoe raar het ook klinkt, is niet relevant om te oordelen over de vraag of het misdrijf heeft plaatsgevonden.

A la limite zou je het volgende kunnen zeggen. Stel, je hoort hulpgeroep in een appartement boven u. Je weet bijvoorbeeld dat er daar grote problemen zijn tussen de partners of dat de vader een contactverbod heeft met de kinderen die daar zijn. Je denkt dat er toch wel echt iets aan de hand is en je gaat dat melden. In dat geval bel je naar de politie. Dan blijkt bijvoorbeeld dat er een film op stond. Welnu, als je het niet had gemeld maar de inschatting terecht had gemaakt, dan zou je vervolgd kunnen worden voor het niet-melden van het afspelen van een film in het appartement boven u. Ik overdrijf dit nu om het principe duidelijk te maken. Als je meldt, terwijl achteraf blijkt dat er niets aan de hand was, dan is dat helemaal niet erg, als blijkt dat de inschatting correct gebeurd is. Omgekeerd, als je een verkeerde inschatting hebt gemaakt, bijvoorbeeld als je denkt dat er geen probleem is, maar achteraf blijkt dat er wel iets gebeurd is, dan moet ook de rechter zich plaatsen op het moment van die inschatting, gegeven al die informatie die je hebt en jouw professioneel omgaan daarmee. Met dat laatste wordt ook rekening gehouden. De hulpverleningsplicht weegt zwaarder voor hulpverleners en professionals dan voor gewone burgers. Dat artikel is voor beiden van toepassing, maar er wordt rekening gehouden met de mogelijkheden van een professionele inschatting.

Als men de informatie aannemelijk kan maken dat men ervan kon uitgaan dat er niet echt iets ernstig aan de hand was, zal men niet worden veroordeeld voor het niet-melden of niet-ingrijpen.

Damien Vandermeersch: En in geval van twijfel, zal de twijfel in het voordeel van de betrokkene spelen. Schuldverzuim of eventueel schending van het beroepsgeheim is een misdrijf. Er zal wel een a posteriori-inschatting gebeuren van de feiten, maar in geval van twijfel over de beoordeling van de situatie destijds, zal de twijfel in het voordeel van de betrokken verdachte spelen.

Carina Van Cauter (Open Vld): Ik begrijp wat u zegt, maar zegt u dan ook dat het risico van de afweging een aanvaardbaar risico is dat wij best zouden laten bestaan in hoofde van de hulpverlener, of denkt u dat wij de regelgeving duidelijker moeten maken zodat de hulpverlener,

of eenieder in een dergelijke situatie, die afweging niet meer dagdagelijks moet maken? Zou het niet veel duidelijker zijn om te zeggen wanneer wel en wanneer niet?

Johan Put: Als wij dat konden, zou ik daarvan voorstander zijn, maar ik denk niet dat wij dat kunnen. Dat kan wel in extreme of heel duidelijke situaties, maar daarvoor is het dan ook minder nodig.

Ik denk niet dat de wetgever of het recht in staat is om heel duidelijke antwoorden te geven met een soort lijst van aanvinkbare elementen.

Carina Van Cauter (Open Vld): Zou bijvoorbeeld het risico voor een minderjarig slachtoffer geen eenduidig meldcriterium kunnen zijn?

Johan Put: Ja. In artikel 422bis staat impliciet en in artikel 458bis expliciet dat het over dergelijke feiten gaat. Ik denk dat het een beetje is wat die meldcode in Nederland probeert en wat ook een aantal tools zijn die men binnen de hulpverlening hanteert over het inschatten van de situatie.

Bij Kind & Gezin heeft men een zgn. "POS-schaal" die op basis van wetenschappelijk onderzoek door Walter Hellinckx werd opgesteld, en waarbij men een heleboel fenomenen en tekens in kaart brengt. Men ziet een kind en, afhankelijk van de vaststellingen die men doet, van wat men hoort, staan in die lijst de zaken waarmee men rekening moet houden. Vanaf een bepaalde "score" is er dan sprake van een verontrustende toestand, waarna men bepaalde stappen moet ondernemen.

Ik denk dat het kan worden gebruikt als een soort van methodiek binnen de hulpverlening, maar ik denk niet dat het strafrecht de ideale plaats is om dat te doen. Ik meen dat wij daarin wel moeten komen tot de grote criteria en de bepaling wanneer wel en wanneer niet, en de verhouding tussen het beroepsgeheim en de melding. Die basiskeuzes moeten uiteraard wel in de wetgeving gemaakt worden. Ik geloof echter niet, noch voor de melding, noch voor het beroepsgeheim in het algemeen, in de slaagkansen van een ja-neenvragenlijst.

De volgende vraag ging over het casusoverleg tussen Justitie en de hulpverlening. Als alle actoren de kaarten op tafel leggen, is er dan nog sprake van een beroepsgeheim? Dat is een moeilijke vraag. Men kan natuurlijk zeggen dat het beroepsgeheim vrolijk geschonden wordt, als men het zo stelt. Ik zou echter het zwaartepunt van de discussie een beetje naar voren brengen. Vandaar

gaf ik aan dat men op voorhand een transparant en duidelijk kader moet vastleggen, als men tot samenwerking wil komen. Het is in dat kader dat er met die elementen rekening gehouden moet worden. Als dat kan binnen de grenzen van de wetgeving, dan is dat natuurlijk het beste.

Men merkt dat het in een aantal situaties perfect mogelijk is om tot oplossingen te komen zonder dat er namen genoemd hoeven te worden. Het gaat dan natuurlijk niet over casusoverleg. Heel veel zaken waarover parketmagistraten of hulpverleners graag eens van gedachten zouden wisselen, gaan niet altijd over een concrete persoon, maar wel over wat er gebeurd is en wat de beste manier van optreden is. Dat hoeft natuurlijk niet nominatim te gebeuren.

Carina Van Cauter (Open Vld): Als er in een bepaald dossier overleg plaatsvindt tussen het parket en hulpverleners, als het slachtoffer in kwestie wordt opgevangen door de hulpverleningssector, als blijkt dat de feiten hebben plaatsgevonden in een school of een vereniging en als uiteindelijk uit de concrete elementen van het dossier blijkt dat het misschien toch wel aangewezen is om verder onderzoek te voeren naar de instelling in kwestie, dan zou het mij logisch lijken dat in een dergelijke situatie de informatie gedeeld wordt tussen degenen die de zorg voor het slachtoffer op zich nemen en anderzijds het parket, dat eventueel opsporingen doet naar mogelijke andere slachtoffers binnen eenzelfde situatie, instelling, plaats of omstandigheid. Dan moet men in volle vertrouwen met elkaar kunnen handelen. Misschien wordt een dossier best afgehandeld door de zorg- of hulpverlening.

Los daarvan moet er ook ruimte zijn voor opsporing en eventueel vervolging door het parket.

Het zijn die situaties die ik in mijn achterhoofd heb.

Johan Put: Het is moeilijk daarop een antwoord te geven. U moet ook het gevaar in rekening brengen dat inhoudt dat, indien niet zorgvuldig wordt omgegaan met de informatie die wordt gedeeld, de vervolging die men eventueel wenst in te stellen, ook kaduuk wordt. Immers, het bewijs dat is verzameld, is op een onwettige manier verzameld, waardoor de stukken en alles wat eruit voortvloeit, niet meer mogen worden gebruikt.

Het is dus ook in het belang van het parket en van de onderzoeksrechters dat met de informatie op

een deugdelijke manier wordt omgegaan.

In Antwerpen wordt ter zake een onderscheid gemaakt tussen gevallen die, bij Justitie dan wel bij de hulpverlening, al dan niet reeds bekend waren. Er worden naargelang van de situatie andere afspraken gemaakt. Soms zal worden beslist dat men over de info overleg kan houden, zij het alleen indien de cliënt ermee instemt. Indien het gaat over een hulpverlening die bezig is en er binnen hetzelfde gezin andere interventies vanwege Justitie zijn, kan de hulpverlener enkel participeren, indien zulks met medeweten en eventueel met de toestemming van bijvoorbeeld het slachtoffer gebeurt.

Er wordt ook gesteld dat het hele casusoverleg in geen geval in het belang van de vervolging van de dader gebeurt. Het casusoverleg heeft dus niets met de basisopdracht van het openbaar ministerie te maken.

U hebt terecht opgemerkt dat een en ander de opdracht van het openbaar ministerie, van de onderzoeksrechter en van Justitie blijft.

Het is duidelijk dat de hulpverlening zich niet als een verlengstuk van Justitie mag en kan gedragen, door informatie die zij heeft, mee te geven, opdat de vervolging tot betere resultaten zou blijken te leiden. Zulks komt erop neer dat het beroepsgeheim wordt afgeschaft. Zodra er ergens een vervolging lopende is, zouden desgevallend immers alle dossiers moeten worden opengelegd. Het is echter nooit zo zwart-wit. Men moet proberen ter zake een afgesproken weg te vinden, wat wel mogelijk is. Alleen bevinden zelfs de afspraken die nu in Antwerpen in de maak zijn, zich in een aantal gevallen op de grens van het wettelijke. Men wil ter zake tot een ruimere gegevensuitwisseling komen dan strikt genomen wettelijk mogelijk is.

Eerlijk gezegd, er zijn vertrouwenscentra die nu ook verder gaan dan hetgeen de wet toelaat en die ruimer de weg naar de parketten bewandelen dan wat men in een strikte afbakening van het beroepsgeheim zou mogelijk maken. Het lijkt mij daar dan net zinnig dat er in de wet wordt aangegeven wat daarvoor de condities zijn om te vermijden dat die onderzoeksdaden nadien niet meer geldig zouden zijn en die hulpverleners strafrechtelijk of tuchtrechtelijk vervolgd zouden kunnen worden.

Renaat Landuyt (sp.a): Ik heb een reactie en een bijkomende vraag.

Gelet op uw laatste redenering denk ik dat wij vragende partij zijn voor suggesties vanuit uw ervaring, zodat wij een verfijnde wetgeving kunnen maken.

Moeten wij daarenboven de hulpverlening ook niet in twee fases bekijken? Er is de hulpverlening op het moment dat er nog geen vervolging is ingesteld of nog niets geweten is, maar er is ook het groeiende probleem van de hulpverlening in het kader van de strafuitvoering. Ik denk dat dat een andere situatie is waarover wij toch ook geruchten horen. Als men een straf beschouwt als een middel om iemand op het betere pad te brengen en ondertussen ook de maatschappij beter te beschermen, dan heeft men natuurlijk nood aan interne informatie over de evolutie van die persoon.

Johan Put: Ik ben het daarmee eens. Ik denk dat dit een van de relevante onderscheiden is die men moet maken. Gaat het hier over hulpverlening die volledig buiten het justitiële kader staat en die vrijwillig werd aangegaan zonder dat men weet of er een dossier is bij Justitie? Of gaat het over hulpverlening die wordt ingeschakeld in bijvoorbeeld de strafuitvoering, de voorlopige invrijheidstelling of de probatie? Daarin is er eventueel ook nog een relevant onderscheid te maken tussen het statuut van die hulpverleners. Gaat het over externe, private diensten dan wel over bijvoorbeeld justitieassistenten, die iets meer binnen het justitiële landschap gekaderd zijn? Wat daar de consequenties van zijn, is natuurlijk nog een heel andere discussie.

Ik zou dat eigenlijk verbinden met de vraag die gesteld is over die gegevensuitwisseling, als het gaat over het uitvoeren van opdrachten van Justitie en hoe breed dat is. Ik weet dat daar nogal wat problemen zijn. Ik heb daar ook, laat ons zeggen, vrij expliciete standpunten over gelezen van bepaalde magistraten van strafuitvoeringsrechtbanken en tegenreacties daarop.

Er zijn twee belangrijke elementen die we in de appreciatie daarvan moeten meenemen. Het eerste is dat er een wettelijk kader bestaat voor een aantal van die zaken. Het tweede is die mandaatfiguur. Voor sommige mandaten of opdrachten die men vanuit Justitie krijgt, zoals bemiddeling of begeleiding van daders van seksuele misdrijven, zijn er samenwerkingsakkoorden of wettelijke bepalingen. In die bepalingen staat uitgewerkt dat er een rapportageplicht is en wat de inhoud van die rapportageplicht is. Ik geef een voorbeeld, als

het gaat over de dader-slachtofferbemiddeling tussen een minderjarige dader en een slachtoffer. Dan is er zowel in de wet als in het samenwerkingakkoord en de omzendbrieven een rapportageplicht van die diensten aan het parket of de rechter georganiseerd. Er staat echter ook bij dat die rapportage beperkt is tot een aantal gegevens die opgelijst staan. Wel ja, dan is dat de omvang van de rapportage enerzijds en anderzijds is ook de adressant van die rapportage duidelijk gemaakt.

Renaat Landuyt (sp.a): Juist op dat punt, juist op de vermelding van wat moet gerapporteerd worden. Wat men wil rapporteren, is nogal zeer inhoudsloos. Men kan de voorwaarden van een therapie gevolgd hebben; dat kan men zien, stopzetting of niet. Het effect van de therapie op de persoon wordt echter niet vermeld. Mocht het de intentie zijn – voor zij die erin geloven – dat een straf ook opvoedend zou kunnen zijn en echt tot resultaten kan leiden, dan wordt dit deels geblokkeerd door zo'n akkoord waarin men eigenlijk zegt dat enkel het al dan niet deelnemen wordt meegedeeld.

Johan Put: Ja, er bestaan natuurlijk verschillende visies over hoe omvangrijk die rapportage zou moeten zijn. Ik ga ervan uit dat als daar op een bepaald moment wetgeving over is gemaakt, men met kennis van zaken en nadat men de verschillende betrokkenen heeft gehoord, tot die keuze is gekomen. Als die keuze nadien beperkend of te uitgebreid blijkt te zijn geweest, dan kan die heroverwogen worden. Waar echter dat evenwicht precies moet zitten, dat kan ik moeilijk zelf beantwoorden. Ik meen dat dit met de mensen van het terrein besproken moet worden.

Renaat Landuyt (sp.a): Ik heb nog een juridisch vraagje. Dergelijk protocol, gesloten tussen twee ministers, wat is daarvan de juridische waarde tegenover strafrechtelijke wetgeving?

Johan Put: Als men tot een deugdelijke wetgevende regeling wilt komen, moet men, na overweging of het nodig is, dat bij wet doen.

Ik vind dat een protocol tussen ministers relevant is om te kijken wat de beleidsdimensie is en welke keuzes er daar gemaakt worden. Dat is niet onbelangrijk, maar men kan niet bij protocol of akkoord, ook niet bij akkoord tussen diensten, een uitzondering op een wettelijke bepaling definiëren. Als men een wettelijke bepaling heeft die duidelijk is, moet een uitzondering daarop bij wet bepaald worden.

Natuurlijk, de meeste wettelijke bepalingen zijn niet duidelijk en geven interpretatieproblemen. Bij een interpretatie is het belangrijk om na te gaan wat de achtergrond is van die bepaling en wat de huidige maatschappelijke context is. Daarin kunnen dergelijke beleidsinstrumenten wel meespelen, maar zonder dat dit echt een rechtszekere oplossing geeft.

La présidente: Monsieur Vandermeersch, vous souhaitez ajouter quelque chose sur cette même thématique?

Damien Vandermeersch: Non, pas spécialement. Je suis assez d'accord avec ce qu'a dit mon collègue.

Renaat Landuyt (sp.a): Na het protocol heb ik een andere juridische vraag. In uw overzicht geeft u de uitzonderingen op het beroepsgeheim. Op een bepaald moment, bij sectorgebonden beroepsgeheimen, verwijst u naar decreten. Kunnen wij met een decreet een strafwet invullen en verder aanvullen of uitzonderingen maken op een strafwet?

Johan Put: Ja.

Renaat Landuyt (sp.a): In welke zin?

Damien Vandermeersch: Dat is een wet. Als het decreet binnen de bevoegdheid van de gewestautoriteit valt, is er geen probleem. Dat heeft de waarde van de wet. Dat staat expliciet in artikel 558: "behalve bij uitzonderingen bij wet". Een decreet heeft de waarde van een wet, zolang het binnen de bevoegdheid van het gewestelijke parlement blijft.

Johan Put: Het is alleen op sommige plaatsen in de Grondwet dat "wet" in formele betekenis gebruikt wordt. Een federale wet kan nooit zeggen dat alleen de federale wet en niet de gemeenschaps- of gewestdecreten een bepaalde regeling kunnen treffen. Dat is een kwestie van bevoegdheidsbepaling die voortvloeit uit de Grondwet en uit de bijzondere wet over de hervorming van de instellingen. Men moet naar de materiële bevoegdheid gaan kijken.

Renaat Landuyt (sp.a): Ik zal mijn vraag nog wat meer specificeren. Er is een wet die het beroepsgeheim regelt. In uw mooie analyse beschrijft u dan het feit dat de decreten gezorgd hebben voor een soort van sectorgeheim. Kan het ene zomaar met het andere gelinkt worden?

Johan Put: Misschien gaat u vervolgens nog een

complicatie voorleggen, maar op dit moment zie ik niet echt een probleem, in de zin dat artikel 458 een algemene bepaling is. Er zou misschien wel een probleem zijn als decreten even algemeen zouden zeggen dat het beroepsgeheim niet bestaat. Dan komen wij wel voor een probleem.

Ik verwijs ook naar rechtspraak van het Grondwettelijk Hof over de privacywet, waar men zegt dat het federale kader een soort van minimum te respecteren kader is, maar dat binnen hun bevoegdheden Gemeenschappen en Gewesten dat mogen specificeren.

Gemeenschappen en Gewesten, vooral Gemeenschappen aangezien het grotendeels over persoonsgebonden aangelegenheden gaat, zijn bevoegd om regelingen te treffen inzake hulpverlening aan de jeugd, inzake algemeen welzijnswerk en kunnen daarvoor een uitbreiding van het beroepsgeheim inschrijven, maar ze kunnen ook een wettelijke regeling binnen dat bevoegdheidsdomein uitschrijven over communicatie, uitwisseling van informatie enzovoort. Dat kan dus inderdaad.

Renaat Landuyt (sp.a): Er zit in mijn vragen geen addertje onder het gras. Ik probeer alleen te begrijpen hoe men de term beroepsgeheim via decreten kan uitbreiden qua betekenis. Dat is een beetje mijn vraag na uw analyse, waarvoor dank. Dit eindigt namelijk bij de vraag of dat zodanig uitgebreid kan worden, dat een geloofsgebonden biechtgeheim ook al beroepsgeheim genoemd kan worden, wat jullie bijna gedaan hebben.

Johan Put: Ik heb niets over het biechtgeheim gezegd; alleen dat ik daar niets van ken. Daar mag u toch zeker geen conclusies aan verbinden.

De discussie gaat over de bevoegdheden om bij decreet zaken te regelen. De federale wetgever heeft echter hetzelfde gedaan. In specifieke federale wetgeving staat er evengoed een uitbreiding van het beroepsgeheim. Daar zie ik dus geen verschil tussen de bevoegdheid van de federale wetgever in specifieke wetgeving of de bevoegdheid van de decreetgever.

La **présidente:** (*Hors micro*) (...) qu'on veut renforcer de manière significative, monsieur Landuyt!

Johan Put: Het ging over hulpverleners die onder mandaat van Justitie werken, waarbij een onderscheid tussen al dan niet mandaat wordt gemaakt. Er was een vraag hoe breed dat mandaat moet worden geïnterpreteerd.

Eén is kijken naar de wetgeving. Twee, denk ik, tenzij de wetgeving daar anders over beslist, moeten wij ervan uitgaan dat het mandaat ook de grenzen van het mandaat bepaalt. Ik bedoel daarmee dat een mandaat door een bepaalde, daartoe gerechtigde instantie is gegeven, met een bepaalde opdracht als inhoud.

Dan lijkt het mij dat de rapportageverplichting of –mogelijkheid die daaruit voortvloeit, gezien moet worden met dezelfde grenzen van het mandaat. Ik bedoel daarmee dat dit moet gaan naar degene die het mandaat heeft gegeven en dat ook de grenzen van de opdracht daarbij moeten worden gerespecteerd.

Als men wil dat vervolgens dat document op nog andere plaatsen kan worden gebruikt, kan men zien of dat mogelijk is via de algemene regeling van inzage in het strafdossier, bijvoorbeeld, want dat zal een stuk in het dossier worden. Daar zijn regelingen voor.

Ik denk niet dat men voor een opdracht, die een paar maanden of jaren geleden aan een bepaalde instantie is gevraagd door een onderzoeksrechter, kan zeggen dat wat daar gezegd is vervolgens door degene die de opdracht heeft gedaan jarenlang aan om het even wie ook nog eens gezegd kan worden als die van ver of dichtbij iets met Justitie te maken heeft.

Het is een uitzondering op het beroepsgeheim. Uitzonderingen moeten restrictief worden geïnterpreteerd. De grenzen van het mandaat bepalen ook de grenzen, de vrije ruimte om die informatie te laten uitwisselen.

Tenzij via andere manieren, zoals via de algemene regeling van het strafdossier, of tenzij er een specifieke wetgeving is die toelaat dat bijvoorbeeld een strafuitvoeringsrechtbank mag gebruikmaken van of dingen mag opvragen, maar dat moet expliciet worden geregeld.

Carina Van Cauter (Open Vld): Hoor ik u nu zeggen dat in het kader van de opvolging van de uitvoering van de straf door de justitieassistent, alle informatie die hij of zij bekomt in het kader van de opdracht, met de opdrachtgever wordt gedeeld?

Johan Put: Al de informatie die binnen de opdracht valt, kan met de opdrachtgever gedeeld worden.

Carina Van Cauter (Open Vld): Men heeft geen

andere opdracht, want men is werkstellig gemaakt in het raam van de strafuitvoering, waarmee ik daderopvolging bedoel. Men wordt werkstellig gemaakt in het raam van de opvolging van de uitvoering van de straf. Dat is het enige mandaat wat men heeft. Dus, alle informatie die men in het raam daarvan verwerft, kan gedeeld worden met de opdrachtgever.

Johan Put: Alle informatie die daarover gaat. Niet: informatie die daarbuiten staat of die er totaal niet relevant voor is.

Men heeft een bepaalde opdracht gekregen met een finaliteit. Alles wat daar nuttig, relevant voor is, mag aan de opdrachtgever meegedeeld worden.

Dat is niet hetzelfde als zeggen dat misdrijven ook aan de procureur gemeld mogen worden, bijvoorbeeld. Dat is namelijk niet de opdrachtgever van de justitieassistent op dat moment. De opdrachtgever is de strafuitvoeringsrechtbank, bijvoorbeeld, op een bepaald moment.

Carina Van Cauter (Open Vld): Eventueel.

Johan Put: Ja. Ik bedoel dus dat nagegaan moet worden wie de opdrachtgever is.

Carina Van Cauter (Open Vld): Dat kan een parketmagistraat zijn, het kan een strafuitvoeringsrechtbank zijn, het kan een onderzoeksrechter zijn, het kan gebeuren in het kader van probatievoorwaarden. Dus, degenen die opdracht geven...

Johan Put: Degene die die concrete opdracht heeft gegeven.

Carina Van Cauter (Open Vld): Die deelt de informatie met degene die de opdracht uitvoert.

Johan Put: Ja, maar niet met andere potentiële opdrachtgevers voor andere opdrachten. Dat is een zeer belangrijk en relevant verschil, ook in de huidige discussie over de positie van de justitieassistenten, denk ik.

Damien Vandermeersch: Je voudrais apporter deux précisions en réponse à cette question.

C'est d'abord entre les différents acteurs, la transmission d'informations. Il ne faut pas oublier qu'il y a le *gemeenrecht*, c'est le parquet; il n'y a pas de secret professionnel par rapport au parquet. Je vais revenir sur le problème *van de opdrachtgever*. En ce qui concerne le parquet, les

rapports qui figurent dans un dossier, le parquet a accès à tous les dossiers judiciaires même clôturés. C'est donc au parquet à jouer ce rôle d'interface et éventuellement à prendre des informations d'un dossier d'instruction et de les communiquer au tribunal d'application des peines. C'est un parquet un et indivisible. Je pense que la question est plutôt: comment dans la réalité peut-on mettre cela en œuvre de façon efficace pour ne pas revenir non plus avec des rapports d'il y a quinze ans qui ne sont plus pertinents au regard de la situation actuelle? En termes de cadre légal, c'est le rôle du parquet. Ce n'est pas le rôle du président du tribunal d'application des peines. Ce n'est pas le rôle du juge d'instruction. C'est le rôle du parquet d'assurer cette transmission de l'information pertinente.

En ce qui concerne la question de toutes les informations de l'assistant de justice, il y a un débat. Je pense que pour ce qui rentre – cela a été dit – dans la mission de l'assistant de justice, c'est-à-dire le respect des conditions, tout ce qui est pertinent par rapport au respect des conditions, il y a *een plicht van rapportage*.

Dat is de taak van de justitieassistent.

Met andere informatie in het kader van de begeleiding van de persoon en de steun aan de persoon in verschillende etappes, kan eventueel ook vertrouwelijke informatie aan de justitieassistent worden meegedeeld. Dat is volgens mij een beetje dezelfde situatie als bij een ander maatschappelijk werker. Dan is er volgens mij ruimte voor een beroepsgeheim.

Checking en controle van de voorwaarden vallen echter binnen de opdracht en er is geen beroepsgeheim bij, bijvoorbeeld, het niet-plegen van misdrijven. Als het in het kader van een controle is, heeft de justitieassistent de plicht om die problemen mee te delen.

Johan Put: Mevrouw de voorzitter, ik wil uw vraag in verband met het protocol en het samenwerkingsakkoord nog beantwoorden.

Ik heb de voorgeschiedenis ervan niet meegemaakt. Als ik het goed begrijp, is er destijds een nationale commissie geweest voor slachtoffers van seksuele uitbuiting, die tot bepaalde eindconclusies heeft geleid. Daarna is er verder gewerkt aan het specifiek protocol over de aanpak van kindermishandeling. Dat heeft echter niet geleid tot een tekst die door alle betrokken deelnemers aan die gesprekken werd gefinaliseerd.

Hoe dat precies is gebeurd, weet ik niet. Op een bepaald moment werd beslist dat de gesprekken konden worden verdergezegt, maar dat de situatie tussen de Gemeenschappen gedeeltelijk verschillend was omdat het een ander landschap is en er andere relevante wetgeving is.

Aan Vlaamse zijde is er op 30 maart 2010 een akkoord gesloten tussen de minister van Justitie en de Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin, dat grotendeels de tekst was die al op de federale tafel lag, maar waaraan een aantal zaken is toegevoegd, gelet op de Vlaamse situatie.

Het gaat dus over een analyse van de wetgeving, over het landschap, over structuren zoals een arrondissementele raad en een Centrale Raad voor Kindermishandeling. Op het einde staat dat er kan worden gewerkt aan dat experiment dat men nu in Antwerpen aan het voorbereiden is.

De precieze inhoud van dat experiment staat niet in dat akkoord. Daar zal de vraag zijn hoever men kan gaan om dat experiment in de realiteit uit te voeren of dat daarvoor een bepaalde wetswijziging nodig is.

Het zal pas op het einde van de besprekingen duidelijk worden dat het voor een aantal zaken, indien men echt wil gaan voor de zaken die er rond de tafel leven, rechtszekerheid zou creëren, indien er ter zake een wettelijk kader bestaat.

Damien Vandermeersch: Madame la présidente, rapidement car beaucoup de choses ont déjà été dites. Je vais toutefois répondre aux questions qui m'ont été adressées directement.

En ce qui concerne l'aspect dépositaire du secret professionnel, le recueil des confidences de l'auteur, j'ai été très court mais j'y ai répondu. J'y ai répondu sans doute rapidement parce que je n'avais pas tellement d'autres propositions à faire. Je veux quand même préciser que si l'on voulait élargir l'article 458bis à la situation de celui qui reçoit la confiance de l'auteur pour des questions de clarification, je n'y verrais pas d'inconvénient car, pour moi, cela décrit vraiment une situation de non-assistance à personne en danger. Avec une personne, on parle de danger grave imminent.

Qu'on ait fait le choix, par rapport aux confidences des victimes, d'une possibilité de dénonciation judiciaire, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas faire le même choix pour l'auteur. Cela me semble tout à fait équilibré puisque l'on est quand

même dans une situation décrite de danger imminent. Là, je vous rejoins en disant qu'il faut réagir. Il faut absolument avoir une réaction efficace.

Si, pour des questions d'égalité, si on a estimé nécessaire de faire cette disposition pour la victime, personnellement, je n'y verrais pas d'inconvénient pour l'auteur mais cela recoupe pour moi la non-assistance à personne en danger et l'état de nécessité.

Par contre, si c'est pour en faire une obligation ou élargir, au-delà de cette hypothèse, pour les confidences de l'auteur, je vais être franc avec vous. J'ai une inquiétude! Je crains que le praticien ne soit obligé, dès le départ, à avertir – un peu comme nous devons le faire maintenant avec Salduz – du droit au silence. Le praticien ne sera-t-il même pas obligé ... quand l'intéressé ira plus loin, même en cours, en disant "attention, si vous me le dites...". il y a quand même une loyauté à avoir. Nous sommes dans une relation patient-médecin. La loyauté du médecin ne sera-t-elle pas de dire: "attention, si vous me dites cela, je vais aller de suite le raconter." Vous pensez bien... Ou bien la relation, la thérapie, va s'arrêter ou bien l'intéressé, s'il n'est pas trop idiot, comprendra vite. On risque donc peut-être de rencontrer une difficulté.

Il faut savoir que de nombreux thérapeutes travaillent avec des auteurs et les invitent à faire la démarche judiciaire ou à faire face à leurs responsabilités. Il ne faut pas croire que tous les thérapeutes sont là pour cacher et éviter à tout prix la justice. Je ne le pense pas! Certains préconisent d'ailleurs de faire appel à une généralisation de l'obligation. Les thérapeutes peuvent faire un travail à ce niveau-là pour rencontrer le problème et, si nécessaire, parfois par la voie pénale.

Ils ont aussi le verrou de sécurité. En cas de danger actuel... On est quand même dans une matière très sensible, où le risque de récidive est important. Personnellement, je pense qu'il ne doit pas attendre que la récidive se soit réalisée. Le thérapeute est bien placé pour l'apprécier! On lui fera difficilement reproche si lui-même, en sa qualité de thérapeute, prévoit un risque de récidive et, en parlant de l'efficacité de la thérapie, affirme qu'elle ne donne aucun résultat. À cet égard, il doit quand même prendre ses responsabilités aussi pour éviter cette récidive en prenant les mesures qui s'imposent. La loi dit "s'il n'y a pas d'autre qui ne soit pas en mesure elle-même ou avec l'aide d'un tiers de protéger cette intégrité". C'est l'article

458bis. Si on reprend dans ces termes-là, je suis plutôt d'accord.

De façon générale, je crains que les thérapeutes ne risquent pas d'être très préventifs par rapport à toute confiance de cet ordre-là et que l'on en arrive finalement à une situation très contre-productive, parce que le thérapeute n'aura plus connaissance du danger à ce moment-là. Cela peut être aussi un problème. Personnellement, je préfère que les thérapeutes, dans le cadre de la confiance, aient connaissance des confidences et du danger éventuel, quitte à ce moment de prendre ses responsabilités et de dénoncer si le danger est réel, plutôt que de ne plus avoir accès à ces confidences.

À propos du *casusoverleg*, je suis un tout petit peu plus réservé. À chacun son rôle. Si l'affaire est déjà portée à la connaissance de la justice, il n'y a pas de problème, car celle-ci dans sa démarche – et elle le fait souvent – peut associer des thérapeutes, notamment en cherchant des mesures alternatives. Nous travaillons avec le secteur d'aide. Dans ce sens-là, cela ne pose pas de problème, sachant que ce secteur est lié au secret professionnel par rapport aux tiers.

Par contre, il me semble très délicat d'associer le ministère public. Lorsque cela se passe de façon anonyme, nous sommes d'accord! Il n'y a pas de problème, si la concertation a lieu de façon anonyme. Mais si on dévoile, imaginez que l'un et l'autre ne soient pas d'accord! Le procureur doit faire son boulot. Il va y aller! On va peut-être décider par la suite de ce que l'on va faire avec le secret professionnel, mais pour certaines situations, on a vu quelques exceptions, mais il sera très difficile de parler de cas concrets gérés exclusivement par le secteur de l'aide.

Alors, les cas doivent rester anonymes pour pouvoir discuter de cas concrets. Sinon, nous aurons une grosse difficulté: le ministère public devra faire son travail. Il faut imaginer ces situations de désaccord qui peuvent se produire, à moins de prévoir un cadre. Mais comment le prévoir dans la loi? Par contre, une meilleure connaissance des potentialités et des études de cas, déjà traités ou pas, cela, c'est intéressant pour avoir les bonnes réactions et pour mieux répartir les interventions des uns et des autres. Là, je vous rejoins tout à fait.

J'en viens aux questions que vous m'avez posées. J'ai évoqué en son temps la présomption: j'ajouterai "de qualité de victime". Au départ j'ai parlé de victime mais j'ai un peu affiné le propos.

En fait, l'idée est que la victime, dans le procès pénal, est dans une position très particulière, qu'on lui fait jouer un rôle particulier. Je parle de victimes d'abus sexuels. Elle a un triple statut. D'abord, elle est victime. Nul n'a choisi d'être victime et parler de tels faits est particulièrement lourd. Elle est aussi témoin: on sait que la victime est souvent un témoin essentiel. Enfin, elle est l'accusateur, avec parfois des liens avec l'abuseur, des liens qui impliquent une complexité, une ambivalence.

Mon souci est d'essayer d'alléger ce poids que la justice fait parfois peser sur la victime. Quelque part, on donne l'impression à la victime que repose sur ses épaules la bonne fin du procès et que si elle n'est pas un bon témoin, ce sera presque sa faute si la personne est acquittée. Si elle ne parvient pas à répondre aux attentes de la justice, ce sera encore l'échec et ce qui serait alors vécu comme un échec serait alors de sa responsabilité. C'est cette dimension que je voudrais éviter. J'aime bien l'expression: "Une victime vient déposer en justice.". Oui, elle vient déposer sa déclaration en justice et c'est à la justice de faire son travail, de vérifier la question de la preuve, d'éventuellement trouver d'autres preuves et de les récolter dans les meilleures conditions. Ce n'est pas la responsabilité de la victime, c'est celle de la justice.

Par rapport aux victimes, combien de victimes n'ont-elles pas dit: "Je me suis senti suspecté même, suspecté de colporter une autre accusation." C'est parfois très subtil: "Vous êtes sûr de ce que vous dites? C'est quand même grave ce que vous avancez là..." D'autant plus si la personne en cause est une personne importante ou une personne dont on n'attend peut-être pas cela. C'est alors d'autant plus difficile et le questionnement, l'incrédulité se ressentent même s'ils ne sont pas exprimés. En tout cas, ils sont ressentis par la victime. En d'autres termes, la victime se sent, dès le départ, jugée.

Donc ma proposition est de dire: au fond, l'impartialité de la justice, c'est l'absence de préjugé. On jugera au jour et à l'heure dits; on jugera alors l'affaire. Mais avant, pourquoi faut-il déjà préjuger, donner un avis, croire ou ne pas croire la victime?

Je pense que la victime a le droit de bénéficier de ce que j'appelle la présomption de qualité de victime. Pour moi, ce n'est pas autre chose que la présomption d'innocence en termes de manière de traiter un justiciable. La présomption

d'innocence, pour moi, a un aspect de traitement dans la procédure et un aspect de preuve. Comme je l'ai dit tout à l'heure, en aspect de preuve, il n'y a pas égalité: le doute profite à l'accusé et pas à la victime.

Par contre, en matière de traitement, pourquoi ne peut-on pas avoir les mêmes égards à l'égard de la victime en disant: ce que vous apportez mérite d'être pris au sérieux, mérite d'être examiné avec toute l'attention et avec toute la rigueur que doit avoir la justice quand elle mène une enquête, comme les arguments avancés par l'accusé, présomption d'innocence, mérite aussi une grande attention.

En fait, pour moi, ce sont les deux versants du même principe: c'est l'impartialité, l'absence de préjugé.

Cela permettrait aussi de faire passer, au niveau du monde policier et du monde judiciaire, qu'il n'y a pas lieu de prendre position, d'émettre déjà des avis sous peine de préjuger et de violer la présomption de qualité de victime, d'émettre déjà un avis sur la déclaration de la victime ou, comme on le dirait pour la culpabilité du suspect.

Je pense que cela s'inscrit dans la même approche, mais j'ai toujours eu l'impression – et j'ai eu l'occasion de rencontrer beaucoup de victimes – que c'était un point très sensible, qu'elle sentait, au terme de l'audition, que le policier ou le magistrat avait déjà son petit avis sur la question.

On l'interdit pour l'inculpé. Peut-être que le magistrat... Mais la question est d'avoir cet égard, cette réserve, cette absence de préjugés. Je pense qu'il est important que la victime ait ce sentiment de dire... elle dépose ce qu'elle a, elle dépose son témoignage en justice. Il revient à la justice de mener l'enquête. Mais, dans cette enquête, on ne va pas dire: "On vous croit, mais êtes-vous si sûr? Cela paraît peu plausible." Je pense que, là, il faut avoir des égards de ce point de vue-là. C'est de là qu'est venue l'idée, qui est plus au niveau de la méthodologie, de l'approche, d'avoir le même égard envers l'ensemble des parties au procès.

Alors, la confession... Je ne vais pas me confesser, parce que je ne suis pas un spécialiste de la matière et ne la pratique pas. Je peux simplement vous dire que c'est admis dans les ouvrages de doctrine. Sur la confession, on peut dire qu'il y a unanimité. J'y ajoute un petit argument qui m'est venu. Il s'agit du droit au silence: à savoir, ne pas être contraint à s'auto-

incriminer. Si, dans la confession, parce que, vis-à-vis de Dieu, vous devez loyauté, la confession repose sur un aveu de culpabilité qui, évidemment, correspond à la vérité. Si, contre la volonté de la personne, c'est révélé à la justice, je pense qu'il y a un problème de droit au silence. Elle a été contrainte à s'auto-accuser, et puis on rapporte ça immédiatement à la justice contre sa volonté. Même indépendamment du secret professionnel, on aurait un problème de respect du droit au silence si l'on passait de l'un à l'autre immédiatement.

Une autre question est l'étendue d'un secret professionnel en dehors du cadre strict de la confession. Pour moi, le repère deviendrait alors le travailleur social. L'aumônier de prison fait un travail social non négligeable. Mais je parle autant de l'accompagnateur laïc qui mérite la même protection. Pour faire un bon travail, il faut aussi pouvoir travailler avec des détenus dans une certaine confidentialité. De nouveau, c'est une question de valeur sociale, d'efficacité aussi de l'intervention de ces personnes.

Cela n'avait pas été soulevé. Hormis l'aumônier de prison qui était un aspect un peu plus exposé. Mais d'autres aspects peuvent être en relation avec cela. On pourrait imaginer que le législateur limite la confession. Pour le banquier, il n'y a pas de secret professionnel, parce que le législateur a fait le choix. On considérerait qu'il s'agissait d'une obligation de discrétion, mais qu'il n'y avait pas de secret professionnel.

La présidente: Il y a un secret bancaire!

Damien Vandermeersch: Oui, mais ce n'est pas un secret professionnel au sens de l'article. Ce n'est pas la même chose. Comme juge d'instruction, on sent la différence. Le secret professionnel, c'est plus dur!

Thierry Giet (PS): Selon vous, le secret professionnel s'appliquerait effectivement à la confession, mais essentiellement, dans votre esprit, pour garantir le droit au silence de celui qui se confesse.

Damien Vandermeersch: Je dirais que c'est un argument supplémentaire.

Renaat Landuyt (sp.a): Het argument van het recht om te zwijgen, is een verzwakking van de stelling. Ik verklaar mij nader. Ik zeg zulks met respect voor de professor en ook voor de andere mensen.

Er is evenwel een verschil. Het is niet de bekentenis die in de biecht vervat ligt, die wij willen aangrijpen. Het is wel de kennis en het signaleren van een misdrijf.

Damien Vandermeersch: Dat is een beetje gelijk.

Renaat Landuyt (sp.a): Nee, want daarmee is het nog niet bewezen. Ik ga ervan uit dat wij de biecht niet als een bewijs aanzien. Dat is iets anders. U kan hier niet zomaar het argument van het zwijgrecht gebruiken, om aan te geven dat wat in een cultus iets volledig privé of een privépraktijk is, voor een overheid die voor de scheiding tussen Kerk en Staat staat, enige waarde zou kunnen hebben.

Ik begrijp dus helemaal niet dat in ons systeem van scheiding van Kerk en Staat, de biecht op een of andere manier een betekenis in ons recht zou hebben. Dat begrijp ik helemaal niet.

Damien Vandermeersch: Dat is een keuze. De wetgever kan in bepaalde gevallen vastleggen dat er voor bijvoorbeeld een priester geen beroepsgeheim is. Dat is desgevallend een keuze van de wetgever. Ook voor de bankinstellingen hebben wij een dergelijke keuze gemaakt. Andere landen hebben een andere keuze gemaakt. In Luxemburg of Zwitserland geldt een beroepsgeheim voor de bankinstellingen. Zulks is een democratische keuze, zou ik zeggen.

Ik begrijp uw zienswijze helemaal. Het betreft echter een keuze van de wetgever.

Het is echt enkel tegenwoordig dat, wegens het beroepsgeheim dat volgens de rechtspraak en de rechtsleer, er zijn beslissingen van de rechtspraak ter zake... Vanaf het ogenblik dat er een beroepsgeheim wordt erkend, moeten we de regels met betrekking tot het beroepsgeheim toepassen. Dat is de logica.

Wij kennen een zelfde systeem voor het probleem van de loyaliteit ten opzichte van de Orde van Geneesheren of van de Orde van Advocaten. Een advocaat moet loyaal zijn en alle feiten aan zijn stafhouder bekennen. Dat is een deontologische regel. Ter zake is er echter een probleem qua bewijs of voor het gebruik van dat bewijs. De stafhouder zal nooit zeggen: ja, ja, maar ik zal het misdrijf vermelden met het bewijs. Wij weten wel dat die feiten door betrokkene bekend zijn. Dat is het probleem.

Dat is niet specifiek voor het beroepsgeheim van

de biecht. Er zijn ook andere situaties, vanaf het ogenblik dat de betrokkene de waarheid moet zeggen tegen zijn overste, bijvoorbeeld de Orde van Advocaten. De stafhouder zal het nooit meedelen. Men kan eventueel een meldplicht opleggen aan de stafhouder, maar dat zal moeilijk zijn.

Renaat Landuyt (sp.a): Dat is maar één zinnetje in de wet, hoor.

Damien Vandermeersch: Ik ben geen stafhouder, maar u kunt die vraag misschien aan de stafhouders stellen.

Thierry Giet (PS): J'avais encore une petite question sur l'article 458bis qui aujourd'hui permet à quelqu'un qui a examiné la victime ou recueilli les confidences de celle-ci de dénoncer. Cela vous poserait-il problème, cela vous paraîtrait-il opportun d'élargir le champ d'application de cet article 458bis, non pas uniquement à l'hypothèse où la personne a examiné une victime et a recueilli ses confidences mais éventuellement aussi lorsque cela met en cause des victimes potentielles?

En l'occurrence, on est véritablement uniquement dans l'hypothèse où il y a une victime déterminée ici et maintenant. On pourrait envisager la rédaction du texte de façon beaucoup plus large pour quelqu'un qui aurait connaissance de victimes potentielles à l'avenir.

Damien Vandermeersch: J'avais déjà envisagé l'extension pour ce qui est effectivement un élément important pour celui qui reçoit les confidences de l'auteur mais je pense que précisément, c'est dans la logique de la non-assistance à personne en danger.

Je pense qu'on a inséré cette disposition pour informer les personnes, notamment du secteur de l'aide à la jeunesse qui ne connaissent pas toujours les dispositions; quand les choses sont dites explicitement, c'est mieux. Il n'est pas toujours évident de savoir ce que signifie la non-assistance à personne en danger.

Ce qui me plaît d'abord dans cette disposition, c'est que c'est une faculté. Ce qui est contraignant risque toujours d'avoir un effet pervers. C'est une faculté qui laisse une part de responsabilisation pour le dépositaire du secret professionnel, avec la possibilité d'alternatives. Laisser cette possibilité préserve, à mon avis, d'autres types d'approche, l'élargissement à d'autres victimes; j'ai envie de dire que la non-assistance à personne en

danger ce n'est pas une victime déterminée, ce n'est pas cette victime-là, c'est beaucoup plus général. Donc, je serais plutôt partisan de ne pas se limiter à une victime. Il me semble que les termes sont suffisamment clairs pour ce faire. D'ailleurs je crois que le secteur l'a toujours compris de façon plus large; on peut protéger une victime mais ce n'est pas pour laisser d'autres victimes potentielles. La problématique est la même.

Nombreuses sont les victimes qui portent plainte le jour où elles se sentent assez fortes pour résister à l'abuseur. Elles portent plainte pourquoi? Parce qu'elles veulent en protéger d'autres. C'est souvent cette démarche qui les motive et qui les aide. C'est la protection d'autres personnes. Elles disent: "Pour moi c'est terminé; maintenant je sais me défendre.

D'ailleurs, je parviens à porter plainte, mais c'est pour protéger d'autres." Donc cette dimension d'élargir à d'autres, je pense que, dans le chef des victimes, c'est aussi très important. Moi, j'y suis donc plutôt favorable.

La **présidente**: Y a-t-il d'autres questions, chers collègues?

S'il n'y en a pas, je remercie nos deux intervenants. C'était très important: ce secret professionnel est aussi au centre de nos travaux. Merci pour votre expérience et votre expertise.

Chers collègues, bonnes vacances, des *Krokusvakantie*.

Pour les rapporteurs, je sais qu'elles seront studieuses; pour les secrétaires et les experts aussi.

Je signale aussi que lundi, après les vacances de carnaval, M. Deetman est confirmé pour l'après-midi.

Pour l'Irlande, comme la personne actuelle est mandatée par le ministre de la Justice irlandais et qu'il doit évidemment avoir en premier le rapport, elle ne veut pas venir en dévoiler le contenu devant cette commission-ci; cela peut se comprendre. Du coup, nous avons demandé à M. Ryan de revenir, mais nous n'avons pas encore réellement de réponse. En tout cas, M. Deetman sera là.

À l'issue de la réunion, je voudrais faire un point sur notre ordre des travaux avec l'ensemble de la commission.

Nous aurons aussi commission le mardi après-

midi et le mercredi après-midi pour tous les secteurs: handicapés, sport, éducation, mouvements de jeunesse et médical.

La réunion publique de commission est levée à 17.16 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.16 uur.